

Sommets de l'Uemoa et de la Cedeao du 09 janvier 2022 sur le mali : la portée des sanctions

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 11 JANVIER 2022

1015

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Sanctions CEDEAO-UEMOA

La riposte du gouvernement



MPE : "Nul n'en imposera au Mali pendant que nous sommes présents"



Gestion de la crise malienne : CRAJ Faso Nyèta invite la Cédéao à revoir sa copie



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

10 Janv.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

2 423

Nouveaux cas confirmés

276

Nouveaux guéris

279

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

97 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
18 cas graves en soins intensifs
2254 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

26 011

Guéris

20 674

Décès

675

dont 3139 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.18



P.27



P.35



/ Une /



Sanctions CEDEAO-UEMOA : La riposte du gouvernement

P.5

/ Brèves /



Le Président de la Transition : « Nous ferons tout ce qui est de notre pouvoir pour sécuriser les maliens »

P.17

Scandale au PMU-Mali : Le PDG nomme deux DGA

P.17

Communiqué de la Maison de la Presse du Mali sur la situation socio-politique de notre pays.

P.18

Mali : La junte riposte aux sanctions des dirigeants ouest-africains

P.18

France-cadre des partis politiques : 23 millions d'euros, un trésor de guerre

P.18

Issa Diarra, Secrétaire général de l'ASMA-CFP à propos de l'état de santé de Soumeylou

Boubeye Maïga : « Il va très mal. L'homme a perdu plus de 20 kilos, il ne dort plus, ses yeux jaunis et enfoncés ne présagent absolument rien de bon... »

P.19

Proposition de prolongation de la Transition de 5 ans : Des organisations de la société civile dénoncent une violation la Charte de la Transition par le gouvernement

P.19

Communiqué du #Mouvements de l'Inclusivité : COMMUNIQUÉ N°011 des MOUVEMENTS de l' INCLUSIVITE

P.20

De quoi cette CEDEAO est-elle est le nom ?

P.21

Sommets de l'Uemoa et de la Cedeao du 09 janvier 2022 sur le mali : la portée des sanctions

P.21

/ Actualité /



Le président Goïta : « La sécurité des maliens n'est pas à marchander »

P.25

Situation sécuritaire au Mali : Il ne faut pas que le Kéné Dougou s'embrase !

P.26

Solidarité : Ecobank Mali vole au secours de l'AMALDEME

P.27

/ Politique /



Les ANR ont vécu : Vivement le redressement du Mali sous les meilleurs auspices

P.29

Mali : L'UEMOA viole son Traité fondateur et révèle au grand jour la face hideuse du FCFA

P.31

Gestion de la crise malienne : CRAJ Faso Nyèta invite la Cédéao à revoir sa copie

P.32

Sanctions de la CEDEAO : Les Mouvements de l'Inclusivité dénoncent

P.33

Mouvement Patriotique pour L'Émergence (MPE) : "Nul n'en imposera au Mali pendant que nous sommes présents"

P.34

Prolongation de la transition de 5 ans : Yéréwolo Debut sur les remparts dit oui.

P.35

/ Culture & société /



Évacuation du dépôt de transit de Lafiabougou : Le Maire Ibrahim Dioné satisfait

P.36

/ International /



À Genève : Des pourparlers russo-américains sur l'Ukraine, mais sans les principaux concernés

P.37

Diplomatie : Les relations germano-marocaines se réchauffent

P.38

/ Sport /



CAN 2022 : La première victoire des Lions camerounais enchante les supporters

P.39

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**

Malikilé

SOUTIENT LA TRANSITION



**UNION
SACRÉE**
AUTOUR DU
MALIBA

POUR LE
MALI & POUR
LA **DIGNITE**
DU PEUPLE



Sanctions CEDEAO-UEMOA

La riposte du gouvernement

Etait-ce la réponse du berger à la bergère ? En tout cas la première riposte des autorités de la Transition aux sanctions infligées au Mali par la CEDEAO ne se firent pas attendre : ce fût du tac au tac. Ainsi, c'est tard dans la nuit du dimanche au lundi, quelques heures seulement après la publication du Communiqué final du sommet extraordinaire d'Accra du 9 janvier qu'apparût sur les écrans de la télévision nationale du Mali, l'ORTM, le colonel Abdoulaye Maiga, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation es-qualité de porte-parole du gouvernement. Beaucoup de maliens, pour la première fois voyait ce ministre-colonel, habituellement sanglé dans des boubous 2 pièces, en tenue militaire (treillis de combat). L'air grave et légèrement fatigué, le ton martial il livra à ses compatriotes et au monde la réaction officielle du Mali aux sanctions de la CEDEAO.

Avant de condamner vigoureusement les sanc-

tions qualifiées « **illégalles et illégitimes** », le gouvernement du Mali a d'abord regretté la fin de non-recevoir réservée à sa disponibilité au dialogue et sa quête de compromis. Plus spécifiquement, le gouvernement considère qu' « **un embargo décidé par les Chefs d'Etat et de Gouvernement, applicable à un Etat souverain constitue une violation manifeste du Traité de l'UMOA et des statuts de la BCEAO. En outre, le gel des avoirs d'un Etat, des entreprises publiques et parapubliques ne saurait être appliqué par la Banque centrale qui reste un organe indépendant auquel chaque Etat membre a concédé son droit souverain d'émission** ».

Il rejette aussi les mesures « **inhumaines** » prises par la CEDEAO elle-même « **instrumentalisée par des puissances extra régionales aux desseins inavoués** ».

Ne pouvant et ne voulant rester simple spec-

tateur et victime, le gouvernement du Mali, toujours par son porte-parole, a annoncé deux mesures de réciprocité à savoir le rappel de ses propres Ambassadeurs accrédités dans les Etats membres de la CEDEAO et la fermeture de ses frontières terrestres et aériennes avec les Etats concernés.

Se voulant rassurant le gouvernement a annoncé que des « **des dispositions ont été prises pour assurer l'approvisionnement normal du pays par tous les moyens appropriés** » après avoir appelé à la vigilance et à la mobilisation face à toute éventualité de déploiement des forces étrangères contre le Mali.

A la suite de cette première réaction sur le vif, le gouvernement du Mali met progressivement en place et en scène tout un arsenal de communication, de mobilisation et de préparation. Ainsi depuis hier, la chaîne radio et télévision nationale diffuse en boucle et en tampon la musique militaire pour s'en doute attirer l'attention sur la gravité de la situation et flatter l'ego national. Dans la même veine, c'est en tenue militaire que Choguel Maiga a participé au Conseil des ministres extraordinaire convoqué sur le sujet. A son entrée dans la salle, le président de la transition Colonel Assimi Goita a été chaudement applaudi par les membres



du gouvernement.

Et last, but not least, c'est sous les notes de l'emblématique Bazoumana Sissoko que le journal télévisé de l'ORTM a pris fin. Ce monument national, mort depuis plusieurs décennies n'est convoqué que pour les grandes occasions et pour toutes les grandes occasions.

Pour continuer à rassurer les maliens des opérateurs économiques ont donné des assurances sur les mesures prises non seulement pour éviter toute rupture dans les approvisionnements en produits de première nécessité mais aussi les hausses de prix.

Une bouffée d'oxygène est venue de deux pays

voisins du Mali.

D'abord de l'Algérie qui a appelé à la retenue, à la reprise des discussions entre le Mali et la CEDEAO et aussi à la compréhension mutuelle. Servira-t-elle de médiatrice ?

Ensuite la Guinée, qui affirme qu'en raison de sa propre suspension, elle n'a pris aucune part aux sanctions infligées au Mali et que par conséquent ses frontières restent ouvertes à tous les pays frères.

Toujours dans la riposte murie et mise en œuvre, un Conseil de ministres extraordinaire a examiné les conclusions des Sommets extraordinaires de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA) et de la

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenus le **09 janvier 2022** à Accra au Ghana et adopté 6 mesures portant sur un appel à l'ensemble de la population et de la diaspora à une mobilisation générale sur toute l'étendue du territoire national, le **vendredi 14 janvier 2022**, une demande aux autorités religieuses et coutumières d'organiser des séances de prières dans tous les édifices de culte, l'élaboration d'un plan de riposte pour sauvegarder notre souveraineté et préserver l'intégrité de notre territoire national et une invitation de l'ensemble des partenaires sociaux à une trêve afin de faire face aux défis de l'heure.

Le Conseil des ministres a aussi félicité les Forces Armées et de Sécurité pour les résultats obtenus dans la lutte contre le terrorisme et la sécurisation du territoire et remercié l'ensemble des peuples africains pour leur soutien et leur solidarité.

Enfin, et c'est la dernière riposte en date, le président de la Transition s'est solennellement adressé à la Nation pour en appeler à l'unité nationale et à la résilience tout en laissant la porte ouverte à la poursuite des discussions avec la CEDEAO.

■ **Moctar SOW**



**DISCOURS À LA NATION DU PRÉSIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT
10 janvier 2022**

Mes chers compatriotes,

Comme vous le savez, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a prononcé hier 9 janvier 2022 des sanctions contre le Mali lors du Sommet d'Accra.

La lecture des communiqués de la CEDEAO et de l'UEMOA donne le sentiment que la complexité de la situation du Mali n'a malheureusement pas été prise en compte. Il est regrettable que les efforts des autorités de la transition aient été ignorés.

Chers compatriotes,

L'heure est au rassemblement de tous les Maliens sans exclusive pour réaffirmer nos positions de principe et défendre notre patrie. Chaque Malienne, chaque Malien où qu'il se trouve, doit se comporter en défenseur des intérêts supérieurs du Mali. Nous mesurons la gravité de la situation. Il revient à chacun de taire les divisions de quelque nature que ce soit et de se retrouver autour de l'essentiel qu'est le Mali, notre patrie. Aussi, j'en appelle à une mobilisation constante et à une résilience face à la situation.

Chers compatriotes, nous avons tenu les Assises nationales de la Refondation afin de recenser l'ensemble de vos préoccupations pour bâtir un Mali nouveau. À cette occasion, je m'étais engagé à transmettre à la CEDEAO ses conclusions assorties d'un chronogramme des élections. C'est dans ce cadre que j'ai dépêché une mission interministérielle, le 31 décembre 2021, auprès du Président de la Conférence des Chefs d'État pour expliquer notre démarche.

Mes chers compatriotes,

L'histoire sociopolitique de notre pays nous a prouvé à maintes reprises qu'il nous fallait impérativement revoir en profondeur notre système afin d'éviter un éternel recommencement. C'est cela que nous avons tenté de faire comprendre aux Chefs d'État de la CEDEAO, car le Mali est un pays pour qui l'intégration africaine vaut la renonciation à une partie de son territoire.

Il est donc temps pour nous, chers Maliens de nous retrouver, de nous renforcer afin de pouvoir exister, exister en tant que nation, exister dans toute notre diversité.

Mes chers compatriotes,

Je vous demande de rester calme et serein, car nous avons fait le choix d'être sincère afin de prendre notre destin en main en forgeant notre propre voie. Gardons à l'esprit que le chemin qui mène au bonheur est une voie dure et très dure. Toutefois, avec courage et dévouement nous allons y arriver. Telle est l'essence de notre hymne national.

La CEDEAO et l'UEMOA se sont assumées, nous en feront autant.

Nul besoin de procéder à des actions de violences cela n'a jamais caractérisé les maliens que nous sommes.

Nous avons espéré qu'avant la conférence extraordinaire de la CEDEAO, un examen minutieux serait fait du chronogramme soumis et une période serait donnée pour discuter sur notre proposition avant de se prononcer.

Je dois vous dire que même si nous regrettons le caractère illégitime, illégal et inhumain de certaines décisions, le Mali reste ouvert au dialogue

avec la CEDEAO pour trouver un consensus entre les intérêts supérieurs du peuple malien et le respect des principes fondamentaux de l'organisation. Notre engagement pour un retour à l'ordre constitutionnel normal, apaisé et sécurisé n'a jamais failli.

Nous appelons la CEDEAO, une fois de plus, à une analyse approfondie de la situation de notre pays en plaçant l'intérêt supérieur de la population malienne au-dessus de toute autre considération.

Mes chers compatriotes, j'ai bien conscience des inquiétudes quant aux conséquences de ces mesures, mais je tiens à vous rassurer que des dispositions sont prises pour faire face à ce défi et que les actions d'approvisionnement se poursuivront.

Mes chers compatriotes, depuis que nous avons pris nos responsabilités face à notre destinée, nous avons toujours œuvré pour le bien-être de l'ensemble des populations maliennes dans toute leur diversité et nous continuerons à nous y atteler.

Maliennne, Maliens, je ne saurais terminer sans vous exhorter à davantage de solidarité et de résilience face aux nombreux défis de l'heure.

Ensemble nous bâtirons le Mali de demain,

Qu'Allah bénisse le Mali et protège les Maliens,

Je vous remercie de votre attention.

■ Coulibaly Amadou

Merci au Président @Bandjougou Danté



■ Kassoum Thera

Pour une sortie de crise Seydou Thera propose Choguel au poste de vice président et suggère un gouvernement d'union nationale avec un PM consensuel

Je vous propose en intégralité sa proposition
Les sanctions de la CEDEAO contre le Mali :
un acharnement contre le peuple malien pour des raisons inavouées
La CEDEAO en élargissant les sanctions aux 20 millions environ de maliens a bien préméditée d'étouffer tout un peuple qui n'a rien à voir avec ce qui se passe en ce moment

Les raisons sont ailleurs
Les autorités de la transition doivent tirer les leçons de tout cela en prenant des dispositions idoines et stratégiques pour répondre aux craintes des populations et aux attentes de la CEDEAO pour très très vite freiner l'embargo
Certaines dispositions devraient rapidement être prises
- Rassembler immédiatement la classe sociale et politique dans les 24 h qui suivront pour des mesures appropriées :
✓ Mettre rapidement un gouvernement d'union nationale en place



et désigner un PM civile consensuel

- ✓ Remember le CNT en l'élargissant aux autres forces politiques et civiles
- ✓ Désigner au poste de Vice Président de la transition le Dr Choguel Maiga un poste vacant jusqu'à présent
- ✓ Procéder à la révision de la charte électorale point de départ des activités électorales
- ✓ Mettre rapidement en place une commission d'experts nationaux pour l'établissement d' un chronogramme raisonnable sur la base d'un minimum de priorités tenables juste la période de la transition
- ✓ Demander expressément à la CEDEAO un appui de ses experts pour contribuer à l'établissement du chronogramme électoral qui en aucune manière ne doit excéder plus d'un an c'est-à-dire au plutard le nouveau président prendra fonction le 31 mars 2023 in shaa Allah



■ Yaya Sangaré

« Les plus grandes guerres qu'on gagne sont celles qu'on évite » dixit ATT



■ Fier d'être Malien.

URGENT : Les autorités maliennes refoulent un contingent militaires tchadien qui s'apprêtait à entrer sur le territoire malien.
Les tensions géopolitiques et stratégiques entre le Mali et ses parte-



naires se dégrade après les Sanctions sévères infligées par la CEDEAO au Mali.

C'est dans ce contexte que les autorités maliennes interdisent l'accès à un contingent militaires tchadien qui voulait se déployer au Mali pour appuyer le pays dans la lutte contre le terrorisme selon une source sécuritaire.

Les troupes tchadiens étaient stationné à Agadez sur la base militaire française au Niger prêt à décoller vers le Mali lorsque le gouvernement malien a refusé l'intervention des troupes tchadiens sur son territoire indique une source sécuritaire de l'état major de l'armée malienne ce 10 janvier 2022 . Ces tensions géopolitiques intervient après les Sanctions de la CEDEAO contre le Mali.

Par ailleurs le contingent militaires tchadien était sous la direction de la formation de l'armée française dans l'utilisation des mortiers pour une éventuelle déploiement au Mali indique une source sécuritaire.

Cette décision des autorités maliennes représente une guerre ouverte avec Paris et ses alliés.

Affaires à suivre.



RFI



Le Français Gaël Monfils a remporté son premier trophée depuis près de deux ans à Adélaïde (Australie) aux dépens du Russe Karen Khachanov (29e) en deux sets 6-4, 6-4 dimanche 9 janvier, à huit jours de l'Open d'Australie (17-30 janvier). Monfils, 35 ans et 21e mondial, n'avait plus gagné de titre depuis le tournoi de Rotterdam (Pays-Bas) en février 2020, avant la pandémie de Covid-19. Il s'agit du 11e titre de la carrière du N.1 français. A la reprise du circuit sous coronavirus, il n'a remporté que trois matches entre septembre 2020 et les JO de Tokyo l'été dernier, malgré son association début 2021 avec Günter Bresnik, l'ancien entraîneur de Dominic Thiem notamment.



Aboubacar Doucouré



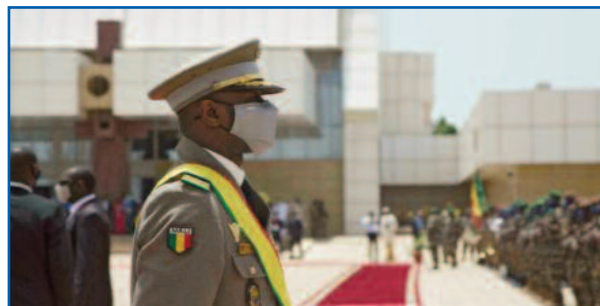
qu'Allah apaise le Mali et réconcilie les cœurs des Maliens.



RFI Afrique



Après les sanctions adoptées dimanche par la Cédéao et l'Uemoa, les autorités de transition maliennes ont réagi en dénonçant des mesures « illégales ». Les soutiens de la junte militaire, au pouvoir depuis le coup d'État du 20 août, estiment que la souveraineté du peuple malien est menacée et appellent à la mobilisation.



Nouhoum Togo



Un démon que des Maliens ont pourtant soutenu un moment contre Laurent Gbagbo.

Pour réaliser ses ambitions diaboliques, ADO a progressivement éliminé tous ceux qui l'ont aidé à accéder au pouvoir !
Moussa Bolly



Ibrahima Maiga
@Ibrahimamaigaa

Sortez massivement dans toutes les rues du Burkina Faso le 22 Janvier pour soutenir le peuple frère du Mali qu'un système injuste tiens à étouffer.

18:47 · 09 janv. 22 · Twitter for iPhone

Ajouter une légende...



MINUSMA ✓
@UN_MINUSMA

« Les informations qui circulent selon lesquelles le #Mali aurait demandé aux Nations Unies de retirer les soldats de la MINUSMA originaires des pays de la #CEDEAO sont sans fondement. La MINUSMA n'a reçu aucune demande à cet effet. »

Translate Tweet

11:23 · 1/10/22 from Mali · Twitter for iPhone

39 Retweets 7 Quote Tweets 35 Likes



■ Fédération Nigérienne De Football

12ème Journée Super Ligue

La douzième journée de la Super ligue a été très profitable à l'ASN Nigelec qui a conforté sa première place au classement. Après sa victoire (2-0) sur la pauvre équipe de l'Olympic FC, ses poursuivants directs ont été freinés par deux équipes qui ont le vent en poupe depuis un certain temps.

D'abord l'USGN qui a été surpris par l'AS FAN (2-0). Les Oranges et noirs retrouvent des couleurs et sont devenus désormais une équipe de premier plan. Pendant ce temps l'USGN, représentant nigérien en



■ Mali Actu



Le Président de la Transition, SE le colonel Assimi GOITA a reçu en audience ce lundi 10 janvier 2022, le nouvel ambassadeur du Mali aux Émirats Arabes Unis, Mamary Camara.

coupe CAF semble avoir la tête à la compétition africaine plutôt qu'au championnat où il est distancé de dix points par le leader.



Mali Actu



« Air France confirme qu'elle ne pourra pas assurer la desserte de Bamako au Mali ce jour, le 10 janvier 2022, en raison de tensions géopolitiques régionales liées à un embargo décidé par les pays membres de la CEDEAO, Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

#maliactu.net #Mali



Abdoulaye Kone



Piqué chez Kassim Traoré

Nous peuple du Mali avons pris acte des solutions des gouverneurs de la France qui constituent aujourd'hui la CEDEAO assortis des sanctions contre l'État du Mali. Nous leur disons de ne pas simplement sanctionner le Mali mais de le retirer du globe terrestre.

Maliens et maliennes soyons soudés et formons une union sacrée autour de notre patrimoine commun qui est le Mali.

Je lance un appel au peuple des différents pays de l'espace CEDEAO que ces soi-disant Présidents ne sont qu'au service de la France et de ses partenaires.

Nous avons intérêt à former une union sacrée autour de nos différents pays pour la dignité, l'honneur et la souveraineté.

Maintenant nous allons connaître les vrais maliens des faux maliens et des hypocrites qui sont au service de la France.

Autorités de la transition, vous avez le soutien du peuple digne et engagé pour notre souveraineté nationale.

Il n'y a rien sans peine et nous sommes résolus de mourir pour l'Afrique et pour le Mali.

Le vin est tiré il faut le boire...

A bas les apatrides !

A bas les hypocrites !

A bas les impérialistes !

Vive le l'Afrique indépendante !

Vive le Mali souverain !

Vive la transition.



Univers Média - UM



#Sport

Cet arbitre pouvait communiquer en 4 langues sur le terrain (français, espagnol, italien et anglais).

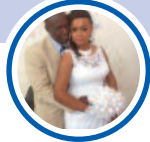
Avant chaque match, il étudiait le jeu et les joueurs des équipes qu'il allait diriger et apprenait les prénoms des joueurs.

Lors de la finale de la Coupe du Monde 2002 au Japon, Ronaldo lui a donné son maillot et le ballon. Les joueurs du Brésil et de l'Allemagne l'ont félicité pour sa performance. Il était impitoyable avec ses cartons, charismatique et respecté. Les footballeurs avaient un énorme respect pour lui et même de la peur, par sa simple présence. C'est aussi le seul arbitre à avoir été sur la jaquette d'un jeu vidéo.

Une véritable légende



■ Fier D Etre Malien et Africain.



L'UNTM soutient la transition contre la CEDEAO
Communiqué de l'UNTM par rapport aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMO.



■ Emmanuel Macron



Officiel du gouvernement - France
Le harcèlement de rue va être qualifié de délit dans la loi. Concrètement, il sera sanctionné par une amende forfaitaire au montant triplé, 300 euros, pour être dissuasif et efficace.

■ Dr Djamila Ferdjani



Les sanctions d'hier signent la gravité du bras-de-fer entre gouvernement malien et chefs d'Etat voisins. Et le peuple est pris en otage. Les conséquences étoufferont l'économie du Mali et toucheront la sous-région. Il est vital d'examiner de +sages solutions de part et d'autre.

■ Nathalie Yamb



La France avait fanfaronné qu'elle s'alignerait sur les sanctions énoncées par ses esclaves de la Cedeao. J'espère que l'ambassadeur de France quitte le Mali ce soir?

■ Abdoul Mbaye



Face au Covid et à son variant Omicron, Abdoulaye DIOUF Sarr et son Président ont pour stratégie manifeste l'abandon des Sénégalais à leur sort. On ne parle pas, on ne fait rien sauf de la politique politicienne.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com

www.malikile.com



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Le Président de la Transition : « Nous ferons tout ce qui est de notre pouvoir pour sécuriser les maliens »



Lors de la cérémonie de vœux de nouvel An tenue au palais de Koulouba, le jeudi dernier, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a réitéré, face aux familles fondatrices de Bamako, aux autorités religieuses et aux forces vives de la Nation, leur détermination à travailler pour la sécurisation des Maliens et leurs biens.

La cérémonie de présentation de vœux de nouvel an entre le Président de la Transition et les représentants des confessions religieuses du Mali, des familles fondatrices de Bamako et des forces vives de la nation a été l'occasion d'échanger sur les sujets d'intérêt national.

Les autorités de la Transition enregistrent des points en matière de lutte contre le terrorisme. C'est ce que prouve l'intervention du Président du Haut Conseil Islamique du Mali, Cherif Ousmane Madani Haïdara. « Les informations que nous recevons aujourd'hui nous donnent de l'espoir », a témoigné. Sur le plan sociopolitique, le chérif de Banconi a invité les autorités de la Transition à rester dans la dynamique d'ouverture et de dialogue.

Pour sa part, le Président de la Transition a réitéré leur volonté de faire du Mali un pays envié. Pour lui, avant la fin de la Transition, il leur faut assurer la sécurité des personnes et leurs biens ; mener des réformes politiques et institutionnelles nécessaires permettant l'organisation d'élections transparentes ; et réussir la lutte contre la corruption et la délinquance financière.

En ce qui concerne la lutte contre l'insécurité, le Président de la Transition a rappelé les efforts louables du gouvernement dans l'équipement de l'armée malienne. « Dans ces quelques mois, ce que nous avons fait en termes d'équipements de l'armée, je ne pense pas qu'un pouvoir ait fait en un an au Mali. Ce travail, nous le faisons avec l'argent de la population ». Il a d'ailleurs profité de l'occasion pour réitérer l'engagement

Scandale au PMU-Mali : Le PDG nomme deux DGA



Ce qui fâche dans le Mali Koura, c'est le népotisme criard. Et pour raison de népotisme, de copinage et de clientélisme politico-ethnique, on tue l'administration malienne. M. Fassery Doumbia, Président Directeur Général (PDG) du PMU-Mali, ancien chef de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, vient d'étaler au grand jour son incompétence et sa méconnaissance des textes en nommant pour un seul poste deux (02) Directeurs Généraux Adjointes (DGA) : un Directeur adjoint technique et un Directeur adjoint des opérations financières avec un salaire mensuel substantiel.

Le PDG, lui-même (Fasséry Doumbia), ami du ministre de l'Économie et des Finances, Alfousséini Sanou, et d'un cacique de la junte, n'est pas maître du climat délétère qui prévaut au PMU-Mali. Mais avec cet acte, il risque d'en être un acteur dans les jours à venir.

Au moment où le syndicat réclame une augmentation salariale, le PDG nomme à la fois deux (02) Directeurs généraux adjoints comme pour dire aux travailleurs allez-y au diable. Dans le Mali Koura des colonels, c'est le népotisme qui sert d'alibi pour les nominations. On crée des postes pour caser un proche. Le Général Moussa Traoré avait fait la même chose. Il a fini par craquer en mettant en prison ses amis, ses frères d'armes despotes.

Source : L'Inter de Bamako

de son gouvernement pour la continuité de ce combat. « Nous ferons tout ce qui est de notre pouvoir pour sécuriser les Maliens », a-t-il déclaré.

A en croire le Président de la Transition, le combat des autorités, « c'est pour l'intérêt des Maliens. Ce combat, nous le mènerons jusqu'au bout ». Au-delà de la lutte contre l'insécurité, le Colonel Assimi Goïta trouve qu'il faut forcément réussir la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite. Tant que ces combats ne seront pas gagnés, explique-t-il, difficile d'arriver à la stabilité tant souhaitée. Il a donc invité les Maliens à resserrer les rangs.

Boureima Guindo / Source : LE PAYS

Communiqué de la Maison de la Presse du Mali sur la situation socio-politique de notre pays.



La Maison de la Presse a appris avec consternation des sanctions disproportionnées, haineuses et méchantes contre le Mali, notre pays. Dans ce contexte particulièrement délicat, la Maison de la Presse appelle l'ensemble des Hommes de médias à plus de responsabilité, de professionnalisme et surtout de patriotisme dans le traitement de l'information. La Maison de la Presse invite les plus hautes autorités de la Transition à tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité de l'ensemble des journalistes et des Hommes de médias pendant ces moments sensibles et à protéger la Liberté de la Presse si chèrement acquise dans notre pays.

Bamako le 10 janvier 2022.

Le Président de la Maison de la Presse du Mali
Bandiougou DANTÉ

France-cadre des partis politiques : 23 millions d'euros, un trésor de guerre



Pour diffamation, dit-il, l'ancien ministre Amadou Koïta porte plainte contre Docteur Allaye Bocoum. De qui se moque Amadou Koïta ? «Au pays des aveugles, les borgnes sont rois», dit la maxime. Elle sied bien à la situation qui oppose Amadou

Mali : La junte riposte aux sanctions des dirigeants ouest-africains



La junte au pouvoir au Mali rappelle ses ambassadeurs dans les pays d'Afrique de l'Ouest et ferme ses frontières avec eux. Ces mesures font suite à la décision de la CEDEAO de rompre ses liens économiques et diplomatiques avec le pays, qui n'a pas respecté le calendrier pour organiser des élections après le coup d'Etat de 2020.

La junte au pouvoir au Mali a réagi ce lundi à l'annonce de sanctions contre elle par les Etats ouest-africains de la CEDEAO. Celle-ci a rappelé ses ambassadeurs dans ces pays et a fermé ses frontières terrestres et aériennes avec eux.

« Le gouvernement du Mali condamne énergiquement ces sanctions illégales et illégitimes », dit le communiqué lu à la télévision nationale par le porte-parole du gouvernement, le Colonel Abdoulaye Maïga. « Le gouvernement du Mali regrette que des organisations sous-régionales ouest-africaines se fassent instrumentaliser par des puissances extra-régionales aux desseins inavoués », a-t-il ajouté, sans les nommer.

Source : Les Echos

Koïta au Dr Allaye Bocoum. Au centre de la plainte de l'ancien ministre d'Ibrahim Boubacar Keïta, une rocambolesque affaire de 23 millions d'euros en direction de certains hommes politiques maliens.

Selon plusieurs sources concordantes, le président français, Emmanuel Macron, aurait transféré dans une banque de la place 23 millions d'euros. L'information a fait le tour de l'Afrique de l'Ouest. L'annonce de cette information aurait été faite par le Docteur Allaye Bocoum par voie de presse. Interloqué, l'ancien ministre Amadou Koïta décide de porter plainte.

De sources concordantes indiquent qu'une convocation du Pôle Economique et Financier serait en téléchargement pour le ministre Koïta sur sa gestion des fonds COVID du Ministère de l'Intégration Africaine et des Maliens de l'Extérieur. D'ici là, les autorités de la Transition feront toute la lumière sur ce trésor de guerre.

Source : L'Inter de Bamako

Issa Diarra, Secrétaire général de l'ASMA-CFP à propos de l'état de santé de Soumeylou Boubeye Maïga : « Il va très mal. L'homme a perdu plus de 20 kilos, il ne dort plus, ses yeux jaunis et enfoncés ne présagent absolument rien de bon... »



L'information sur l'état de santé du président de l'Alliance pour la Solidarité au Mali- Convergence des Forces Patriotiques (ASMA-CFP), M. Soumeylou Boubèye Maïga, était au centre d'un point de presse, le samedi 08 Janvier 2022, au siège du parti. Il était principalement animé par le Secrétaire général du parti, M. Issa Diarra.

Le Secrétaire général de l'ASMA-CFP, M. Diarra a précisé qu'il s'agit d'informer l'opinion nationale et internationale de la situation gravissime qu'est la détérioration de la santé du Président du Parti ASMA-CFP, M. Soumeylou Boubèye Maïga, qui va de mal en pire, et d'attirer l'attention des Autorités de la Transition, plus précisément le Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition, les Présidents des différentes Institutions du Mali, les leaders politiques et religieux, les Familles fondatrices de Bamako, sur ce qui ressemble à leur avis à un assassinat programmé. « Depuis l'arrestation le 26 août 2021 du président Soumeylou Boubèye Maïga, la Direction du Parti n'a cessé de dénoncer ses conditions de détention. Au cours de plusieurs rencontres, nous avons sollicité des conditions de détention mieux adaptées à son âge et à son état de santé que nous savions fragile. Malheureusement, toutes les démarches et sollicitations entreprises ont été vouées à l'échec. Ce que nous craignons a fini par arriver, à savoir la grave dégradation de son état de santé », a précisé M. Diarra. Il a noté que s'ils se félicitent de son transfert à la clinique Pasteur, force est de reconnaître que l'état de santé de M. Maïga continue de se dégrader sérieusement. Selon lui, le certificat médical établi par le médecin traitant en atteste éloquemment. Le Secrétaire général de l'ASMA-CFP a expliqué que l'inexistence d'un plateau technique adapté pour son cas exige une évacuation médicale d'urgence ; étant entendu que le pronostic vital du patient est engagé à court terme. « Ledit certificat a été envoyé au Premier ministre, au ministre de la justice, à celui de la Défense et au Directeur National de la Santé (DGHSP) qui, jusqu'au moment où

Proposition de prolongation de la Transition de 5 ans : Des organisations de la société civile dénoncent une violation la Charte de la Transition par le gouvernement

Les responsables de la Synergie 22 des Organisations de la société civile du Mali étaient face à la presse, le mercredi 05 janvier 2022, à Maeva Palace de Bamako, pour recommander aux autorités de la Transition un retour à l'ordre constitutionnel dans les plus brefs délais. Selon ces 43 organisations de la société civile, la volonté du Gouvernement du Mali de prolonger la Transition de 5 ans à compter du 1er janvier 2022 viole la Charte de la Transition.

Cette conférence de presse était principalement animée par Dr. Ibrahima Sangho de l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali, en présence de Abdoulaye Guindo de DONI-BLOG (Communauté des Bloggeurs du Mali) ; de Fousseyni Diop de l'AJ-CAD (Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie) ; de Lassine Diarra du CONSORTIUM ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs ; de Tidiani Togola de Tuwindi et d'autres personnalités. Dans la déclaration liminaire lue par le conférencier, Dr. Ibrahima Sangho, la Synergie 22 appelle les autorités de la transition au retour à l'ordre constitutionnel dans les plus brefs délais. « La Synergie s'étonne également de la proposition faite par le Gouvernement de la République du Mali de la prolongation de la Transition de 5 ans à compter du 1er janvier 2022. Toute chose qui ferait 6 ans et 6 mois de transition, au-delà des mandats normaux inscrits dans la Constitution du Mali par rapport au Président de la République et aux Députés, tout en violant la Charte de la transition », a souligné le conférencier. En outre, il a invité les autorités au respect des Normes et Conventions internationales. Par ailleurs, la Synergie 22 recommande aux autorités de la Transition : que le respect de la parole donnée retrouve sa sacralité en République du Mali ; que le serment prêté devant Dieu et le peuple malien ne soit pas englouti ; que le délai de la transition soit respecté ; que le retour à la normalité constitutionnelle soit une préoccupation majeure partagée ; qu'un chronogramme clair, précis et réaliste soit publié pour définir les élections nécessaires de fin de transition ; que la publication en ligne des résultats des scrutins, par centres et bureaux de vote, au fur et à mesure de la proclamation des résultats, soit intégrée dans la Loi électorale. Elle permet, entre autres, d'éviter les conflits et le tripatouillage des résultats pendant la remontée et la centralisation des résultats, contribuant ainsi à la transparence et à la crédibilité des élections. Répondant aux questions des journalistes, les conférenciers ont fait savoir que le pouvoir s'acquiert à travers les urnes. A cet effet, ils ont invité les autorités à organiser les élections dans un délai de 3 mois.

Aguibou Sogodogo / Source : Le Republicain

nous vous parlons, n'ont malheureusement daigné donner la moindre suite à cette requête du praticien », a-t-il ajouté.

TOUGOUNA A. TRAORE / Source : NOUVEL HORIZON

COMMUNIQUÉ N°011 des MOUVEMENTS de l' INCLUSIVITE



Les Mouvements de l' INCLUSIVITE ont appris avec stupéfaction mais sans surprises les sanctions prises contre le Mali, lors des sommets extraordinaires de la CEDEAO et de l'UEMOA, tenus à Accra le Dimanche 9 janvier 2022.

Les Mouvements de l' INCLUSIVITE condamnent avec la dernière énergie les sanctions injustes et injustifiées qui n'ont d'autres but que de fragiliser davantage le peuple malien, déjà victime d'une crise multidimensionnelle depuis 2012 à laquelle ni la CEDEAO ni ses soutiens et conseillers extra régionaux n'ont pu apporter des solutions depuis 12 ans et laissant le Mali passé de pire en mal. Fort heureusement depuis un an grâce aux efforts des autorités de la Transition le Mali se remet progressivement en place et la peur est entrain de changer de camp ce qui dérange la CEDEAO désormais et depuis toujours Ambassadrice de puissance extra régionale et non Africaine. Les Mouvements de l' INCLUSIVITE apportent leur soutien indéfectible aux autorités de la transition, singulièrement au président de la transition, Chef de l' État, son excellence, Colonel Assimi Goïta. Les mouvement de l' INCLUSIVITE invitent le peuple malien à une solidarité autour de la patrie afin de surmonter rapidement les difficultés du moment. Les Mouvements de l' INCLUSIVITE saluent l'esprit patriotique exprimé par le peuple malien et le Gouvernement de la Transition contre ces sanctions illégales et illégitimes infligées par la CEDEAO et l'UEMOA contre le Mali.

Les Mouvements de l' INCLUSIVITE appellent vigoureusement le Gouvernement de la Transition à appliquer sans réserve le principe de RÉCIPROCITÉ et avec effets immédiats à tous les États, organisations et Institutions qui soutiendront les sanctions de la CEDEAO.

Les Mouvements de l' INCLUSIVITE appellent les amis, les vrais amis du Mali pour leur solidarité agissante et immédiate.

Les Mouvements de l' INCLUSIVITE appellent tous les maliens et maliennes pour le Mali car nous venons de franchir un pas important vers notre liberté, notre dignité, notre souveraineté et la dignité africaine.

Les Mouvements de l' INCLUSIVITE lancent un appel vibrant à tous ces peuples Africains à soutenir le peuple malien et la Transition Malienne contre ses décisions inhumaines prises par des organisations dites africaines (CEDEAO, UEMOA) au services de la France.

Les Mouvements de l' INCLUSIVITE appellent tous les Mouvements Signataires de l'accord d'Alger pour une union sacrée autour de

Union Nationale des Chambres Consulaires du Mali (UNCCM)

COMMUNIQUE DE L'UNION NATIONALE DES CHAMBRES CONSULAIRES DU MALI

Suite aux sanctions économiques et financières prises par les Chefs d'Etat de l'UEMOA et de la CEDEAO à l'encontre du Mali, l'Union Nationale des Chambres Consulaires du Mali rassure la population malienne que le marché est suffisamment approvisionné en produits de première nécessité.

Elle invite les Opérateurs Economiques à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'approvisionnement régulier à partir des autres corridors qui sont ouverts.

L'Union Nationale des Chambres Consulaires du Mali sait compter sur l'esprit de civisme et de patriotisme de tous.

Bamako, le 10 janvier 2022

Ont signé :

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) Le Conseil Malien des Transporteurs Routiers (CMTR) Le Conseil Malien des Chargeurs(CMC)

CNRD

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
COMITE NATIONAL DU RASSEMBLEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT Travail-Justice-Solidarité

COMMUNIQUE N° 0001/CNRD/2022

Le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), rappelle que le communiqué de la conférence de la CEDEAO, en date du 08 septembre 2021 a consacré la suspension de la République de Guinée de toutes les instances de l'institution sous-régionale.

Le CNRD tient à informer l'opinion nationale et internationale que la République de Guinée n'a cependant, en aucune façon, été associée à la décision du quatrième sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de la CEDEAO, en date du 09 janvier 2022, relative aux sanctions prises contre la République sœur du Mali.

En conséquence, le CNRD réaffirme que les frontières aériennes, terrestres et maritimes de la République de Guinée restent toujours ouvertes à tous les pays frères, conformément à sa vision panafricaniste.

La République de Guinée réitère sa volonté de respecter et d'appliquer les conventions, accords et traités bi et multilatéraux auxquels elle est partie.

Conakry, le 10 janvier 2022

Pour le Comité National du Rassemblement pour le Développement(CNRD)
Colonel Sadiba KOULIBALY

l'essentiel derrière nos autorités de la Transition pour bâtir le Mali de nos rêves. Le Mali appartient aux Maliens. Enfin, le Mouvements de l' INCLUSIVITE prie le bon Dieu de bénir le mali et son vaillant peuple en cette période difficile. Fait à Bamako, le 10 Janvier 2022
La Président des MOUVEMENTS DE L'INCLUSIVITE
Honorable Chérif Mohamed Ousmane Ag Mohamedoun Haidara
Chevalier de l'Ordre National du Mali

De quoi cette CEDEAO est-elle est le nom ?



Dans son communiqué du 09 janvier 2022 sur la situation du Mali, le Sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO a énoncé des sanctions extrêmement sévères contre un des leurs, sous prétexte que le chronogramme de transition prévu ne les satisfait pas. Que la CEDEAO nous édifie sur ce qu'elle considère Côme un gouvernement légitime. L'avons-nous déjà vue sanctionner un régime lorsque des présidents violent leur constitution et s'engagent dans un 3e mandat anticonstitutionnel, souvent sur le corps de pauvres citoyens ?

Aujourd'hui, pour préserver des intérêts étrangers, elle piétine avec allégresse tous ses principes fondateurs, surtout celui du respect et de la protection des droits des peuples, en imposant un embargo économique, commercial et financier à l'égard de nos frères maliens.

La CEDEAO veut substituer une souveraineté communautaire factice à une souveraineté légitime du peuple malien qu'elle n'a jamais pu aider ni dans sa lutte contre le terrorisme djihadiste, ni contre les dérives politiques du président déchu, membre de leur syndicat d'affairismes. Que vaut pour la CEDEAO la souveraineté de ce peuple malien si, dans son écrasante majorité, il approuve le plan de transition soumis.

Nous réaffirmons tout notre soutien au peuple malien qui va être pris en otage par une CEDEAO complice de présidents illégitimes et qui sera tenue pour responsable de toutes les conséquences que subira le peuple malien, déjà tellement éprouvé. Nous appelons les autres pays frontaliers non concernés par la CEDEAO à faire preuve d'humanité et assister autant que faire se peut leurs voisins maliens. Enfin, nous relevons que les Chefs d'État réunis à la CEDEAO se sont constitués en un groupe d'amis qui se soutiennent et se complaisent sans la moindre compassion à l'égard des populations suffisamment éprouvées par la pauvreté, sinon comment comprendre cet embargo dont les conséquences affecteront indubitablement une bonne frange de la population ouest-africaine en général et sénégalaise en particulier. Mais nous savons tous que le patriotisme économique n'a jamais été le souci de Macky Sall et de ses amis, à la solde de la France. Cette CEDEAO là il faudra tôt ou tard la remettre à plat ou la dissoudre simplement.

Ousmane Sonko / Le 10 janvier 2022

Sommets de l'Uemoa et de la Cedeao du 09 janvier 2022 sur le mali : la portée des sanctions



Deux sanctions ont retenu notre attention : le Gel des avoirs de l'État et l'éventualité d'une intervention militaire.

1. Le Gel des avoirs de l'État dans les Banques centrales et commerciales. C'est une sanction de l'UEMOA. Elle vise à asphyxier financièrement l'État et empêcher son fonctionnement normal. En empêchant l'État d'accéder à ses comptes, tout paiement étranger devient difficile et même le paiement des salaires des fonctionnaires. Ce serait la paralysie.

2. La mise en attente ou en alerte des forces de la CEDEAO. Elle est à prendre au sérieux. Chaque pays membre est appelé à ramener son Ambassadeur. Il faut relier les points 9 et 11. A défaut de venir s'interposer entre deux candidats, cette force pourrait intervenir contre la " force étrangère privée". La situation est jugée déstabilisatrice pour toute la sous-région. Les autres sanctions sont à notre avis de moindre portée. Ceci étant la Construction de notre pays consacre des dispositions à l'Unité Africaine en amoindrissant volontairement la souveraineté nationale sur certains aspects.

Mais il est tout simplement impensable que les rédacteurs de cette Constitution aient eu, à l'esprit, même une seconde que notre pays soit le théâtre de conflits voire même de guerre au nom de l'Unité Africaine. Si notre pays n'a plus la liberté de sa coopération bilatérale, l'unité africaine pose de sérieux problèmes. Faut-il continuer à rester dans ces Communautés ? Sou quelle forme ?

L'appui de l'Union Africaine et de l'ONU est demandé pour l'application des sanctions.

Il est indubitable que chacun a sa lecture mais nous l'avons toujours dit, l'heure est à l'unité nationale pour sauver notre pays. Il ya des périodes dans la vie des pays où les peuples et seulement eux seuls ont la décision de leur destin. Une souffrance vaut mieux qu'une autre. Mieux vaut souffrir à l'extérieur avec la probabilité de l'accompagnement de certains pays du reste du monde, que de souffrir à l'intérieur sous les humiliations, arrogances et autres mauvais traitements de ses sœurs et frères.

Pendant les temps prévus pour la séparation, nous avons les ressources humaines nécessaires pour réorganiser le pays. Les Maliens le savent et sont préparés au fait qu'on ne pourrait pas faire l'économie des difficultés.

Siné DIARRA Expert-comptable Essayiste.

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
 Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES
DU LUNDI 10 JANVIER 2022

CM N°2022-02/SGG

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session extraordinaire, le **lundi 10 janvier 2022**, dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence du **Colonel Assimi GOTTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat**.

Au cours de cette session, le Conseil des Ministres a examiné les conclusions des Sommets extraordinaires de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenus le **09 janvier 2022** à Accra au Ghana.

A l'issue de ces sommets, les deux organisations ont décidé de maintenir les sanctions initialement prises à l'encontre de notre pays et des autorités de Transition et d'imposer des sanctions économiques et financières supplémentaires.

Face à ces mesures extrêmes prises à l'encontre d'un Etat membre sans littoral et en guerre contre le terrorisme depuis une décennie, qui malgré, tout enregistre des progrès notables dans la sécurisation du territoire et dans le cadre du retour à l'ordre constitutionnel, le Gouvernement de la République Mali :

- appelle l'ensemble de la population et de la diaspora à une mobilisation générale sur toute l'étendue du territoire national, le **vendredi 14 janvier 2022** ;
- demande aux autorités religieuses et coutumières d'organiser des séances de prières dans tous les édifices de culte ;
- décide de l'élaboration d'un plan de riposte pour sauvegarder notre souveraineté et préserver l'intégrité de notre territoire national ;
- invite l'ensemble des partenaires sociaux à une trêve afin de faire face aux défis de l'heure ;
- félicite les Forces Armées et de Sécurité pour les résultats obtenus dans la lutte contre le terrorisme et la sécurisation du territoire ;
- remercie l'ensemble des peuples africains pour leur soutien et leur solidarité.

Le Gouvernement appelle la population à rester sereine et rassure que toutes les dispositions seront prises pour faire face aux effets des mesures édictées par la CEDEAO et l'UEMOA.

Bamako, le 10 janvier 2022

P/Le Secrétaire général du Gouvernement/P.O
La Secrétaire générale Adjointe du Gouvernement

Madame KONATE Salimata DIAKITE
Chevalier de l'Ordre national



Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforcerons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



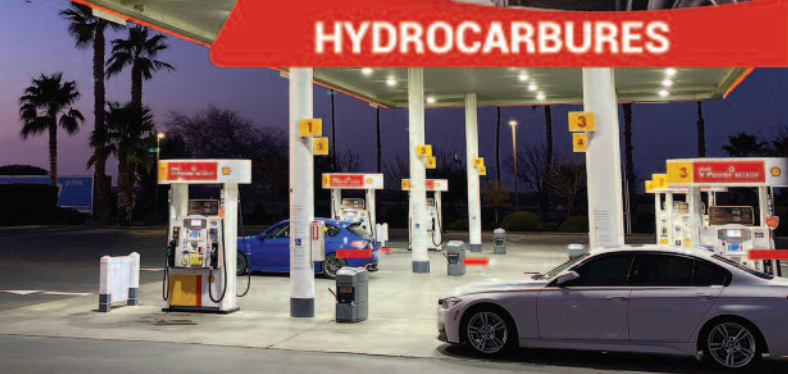
IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



**Marchés
Publics**



MOBILIER DE BUREAU



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Le président Goïta : « La sécurité des maliens n'est pas à marchander »

Le Président de la Transition, chef de l'Etat, son excellence le Colonel Assimi Goïta, n'a pas dérogé à une tradition bien établie dans notre pays. Il s'agit de la présentation des vœux au chef de la première institution de la République, à l'entame de chaque nouvelle année. Cela, malgré le contexte défavorable dû à la crise sanitaire que connaît toute l'humanité.

C'est ainsi que ce jeudi 6 janvier 2022, le Président de la Transition, SE, le Colonel Assimi Goïta, Chef de l'État, a reçu, dans la salle des banquets du Palais de Koulouba, les familles fondatrices de Bamako, les autorités religieuses ainsi que les Forces vives de la Nation.

La réception de ces différentes représentations de la notre société, donnait ainsi le top départ de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux de cette nouvelle année. Laquelle est en train de se dérouler, conformément au strict respect des mesures-barrières contre la Covid-19.

Les interventions des représentants de ces différentes couches reçues par le colonel Goïta avaient comme dénominateur commun : les difficultés qui ont émaillé l'année qui vient de s'achever, mais qui ont été résolues ou qui sont en train de l'être, grâce au leadership du Président de la Transition.

L'occasion était bonne pour les représentants des confessions religieuses du Mali (Communautés musulmane, chrétienne catholique et protestante), des Familles fondatrices de Bamako et des Forces vives de la Nation de mettre sur la table les maux qui minent la société malienne, notamment la sécurité et remercier le Chef de l'État pour son leadership. Pour le Cardinal Jean Zerbo, l'Archevêque de Bamako, l'essentiel est la volonté de rassembler. Et le cardinal d'ajouter que chaque malien doit être l'artisan du «Mali Kura». D'où la nécessité de cultiver l'amour du prochain dans le cœur de chaque citoyen en plus de l'éducation à la morale.

Face aux nombreuses crises que traverse le

Mali, le représentant des Familles fondatrices ainsi que le Président du Haut Conseil islamique ont reconnu que le Président Goïta fait de son mieux pour une meilleure sortie. « Les informations que nous recevons aujourd'hui nous donnent de l'espoir », a fait savoir Chérif Ousmane Madani Haidara, qui a profité de l'occasion pour exhorter le Chef de l'État à rester dans sa dynamique d'ouverture et de dialogue. Se prononçant sur les Assises nationales de la refondation, tous les visiteurs du jour ont dit avoir pris acte de ses conclusions. Ils invitent donc le Président de la Transition à une mise en œuvre diligente de ces recommandations, qui reflètent la volonté du peuple malien.

Répondant à ses hôtes, le Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta, les a rassurés en ces termes : « notre combat, c'est pour l'intérêt des maliens. Ce combat, nous le mènerons jusqu'au bout ». « Ce combat passe non seulement par la sécurisation du territoire national, mais aussi et surtout par la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite. Tant que ces combats ne seront pas gagnés, il sera difficile d'arriver à la stabilité tant souhaitée », a ajouté le Président Goïta. Avant d'inviter tous les maliens, de quelques bords qu'ils soient de resserrer les rangs.

Diakalia M Dembélé
Source : 22 Septembre



Situation sécuritaire au Mali : Il ne faut pas que le Kéné Dougou s'embrase !

La situation sécuritaire au Mali devient de plus en plus préoccupante. Après les régions du nord, c'est désormais le centre et le sud qui sont la proie du terrorisme.

La situation sécuritaire au Mali s'est-elle améliorée après le coup d'Etat de 2020 ? La réponse est non ! Au contraire, elle se détériore jour après jour. Derrière la propagation faite par les soutiens du pouvoir, c'est un tableau sombre qui se dresse derrière sur le plan sécuritaire. Jamais la nation malienne n'a été aussi proche de s'effondrer à cause de la menace terroriste au point que les autorités de la Transition avec à leur tête un colonel de l'armée, multiplient les partenaires pour défendre le territoire malien. C'est à ce besoin d'élargir ses partenaires que le Mali se trouve dans un imbroglio avec certains de ses partenaires traditionnels dont la France. Car, la volonté de faire intervenir un groupe de combattants russes non affiliés à l'Etat russe, pousse des pays comme la France à vouloir se retirer du dispositif sécuritaire au Mali à défaut de faire reculer le Mali par la pression diplomatique.

Mais ce qui préoccupe les Maliens, ce n'est pas le visage ni l'origine de ceux qui interviennent pour défendre leur territoire mais l'avancée fulgurante des groupes terroristes qui occupent désormais une grande partie du territoire et progressent vers des zones qu'on avait imaginé inaccessibles pour eux. Le Kéné Dougou, cette région de Sikasso, est un grenier pour le Mali. C'est une capitale économique et de ce fait si elle tombe sous l'emprise du terrorisme, ce serait un coup dur pour tous les Maliens.

Les récentes attaques terroristes dans la localité notamment à Nièna, a pris tout le monde de court. Après l'étonnement, les questions se bousculent dans la tête de certains Maliens : Arriverons-nous un jour à mettre fin au terrorisme au Mali ? La région de Sikasso va-t-elle résister au terrorisme ?

Toutes ces questions sont alimentées par des doutes sur la capacité de l'armée malienne à

faire face seule à la menace. Ces doutes trouvent leur fondement au niveau de la capacité opérationnelle de l'armée malienne : nombre de soldats ; leur niveau de formation ; le degré de moral ; le matériel militaire mis à leur disposition... Aussi au niveau de la moralité de certains officiers supérieurs et subalternes. Car, si la guerre est tant redoutée par les hommes, elle nourrit également certaines personnes. Et il n'est plus à prouver que certains soldats engagés au front, de même que des responsables politiques et administratifs, se laissent entraîner dans le trafic (armes, organes humains ; denrées alimentaires...) et compromettent ainsi tout effort de ramener la paix. Difficile d'identifier ces brebis galeuses qui empoisonnent la situation dans le but d'en tirer au maximum possible des bénéfices.

C'est pourquoi, il est très dangereux de laisser l'insécurité s'emparer de zones névralgiques comme celles du Kéné Dougou qui constituent de véritables poumons pour l'économie malienne.

Là où il y a l'insécurité, les cœurs se compromettent facilement. Donc, le Kéné Dougou ne doit pas tomber entre les mains des terroristes. Les autorités de la transition doivent tout faire pour éviter pareil scénario catastrophique.

Tiémoko Traoré
Source : Le Pouce





Solidarité : Ecobank Mali vole au secours de l'AMALDEME

Dans le cadre de ses actes de solidarité et d'empathie envers les couches les plus vulnérables, Ecobank Mali, a offert des dons à l'Association Malienne de Lutte Contre Les Déficiences Mentales chez l'Enfant (AMALDEME). C'était, au cours d'une cérémonie très sobre compte tenu de la situation sanitaire, en présence de quelques responsables de la banque et des bénéficiaires.

La donation était composée de denrées alimentaires (riz, sucre, lait, tomate, etc.) pour la cantine de l'école, des cartons de médicaments nécessaires pour la bonne santé des enfants, des cadeaux pour des personnes ciblées qui, chaque jour sont à l'œuvre pour l'éducation des enfants (pagnes, bazin et une moto pour handicapé) et d'une dotation en carburant durant 1 année. Le tout pour une valeur estimée à 9 057 329 FCFA. Dans son intervention, Souleymane Moussa Diakité, Directeur des Opérations et de la Technologie à Ecobank Mali n'a pas manqué de dire que par ce geste, Ecobank démontre une fois de plus son attachement aux valeurs sociétales d'entraide et de prise en charge des populations les plus vulnérables. Et Mme Yakaré Konfrou, Directeur de la Conformité à Ecobank Mali de remercier en

rassurant de la pérennité des actions sociales de Ecobank envers les plus nécessiteux. C'est dans une vague d'émotion que les participants ont pu assister à des prestations préparées par les enfants de l'AMALDEME qui n'ont pas manqué de montrer leur gratitude à travers le Directeur de l'association, M. Mogaze Ag Mohamed Iknane et ses collaborateurs. Se rapprocher davantage des populations est l'un des maîtres-mots de la banque panafricaine Ecobank qui, chaque année, dédie une journée à des actions sociales ciblées et efficaces, dont la 9ème édition vient d'être célébrée. A titre de rappel, depuis 2019, le Groupe Ecobank s'est engagé à lancer un programme triennal relatif à la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles au sein des communautés d'Afrique.

Ainsi, Ecobank Mali a pu en 2019 soulager l'hôpital Gabriel Touré avec des dons d'une valeur de 30 719 604 FCFA pour accompagner le programme de dépistage du col de l'utérus. En 2020, le soutien était orienté vers le diabète infantile qui touche de plus en plus d'enfants dans le monde, en Afrique et plus particulièrement au Mali. Pour ce faire, les Enfants de l'Unité de Diabétologie de l'Hôpital du Mali, avaient reçu des dons d'une valeur totale de 8 868 300 FCFA composés de matériels médicaux et de l'aménagement d'un espace de jeux pour les petits patients atteints du diabète. En 2021, nous sommes arrivés à la 3ème et dernière année consacrée à la sensibilisation, à la prévention et à la lutte contre les maladies non transmissibles et un accent particulier a été mis sur la santé mentale, car il est temps d'en parler et d'agir. Cette action de solidarité et d'empathie a été saluée à sa juste valeur par les bénéficiaires. Ils ont rassuré les donateurs qu'ils feront un bon usage de cette donation qui vient ôter une épine de leur pied. La remise des dons et la photo de famille ont mis fin à cette cérémonie qui sera inscrite en lettre d'or dans les annales de l'histoire de notre pays.

■ Ibrahim SANOGO

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO
+223 93 34 98 73



Les ANR ont vécu : Vivement le redressement du Mali sous les meilleurs auspices

L'on a souvenance des propos pleins d'enseignements de sagesse et de pédagogie, tenus, il y a plus de soixante-dix ans, par notre regretté père, le président feu Mamadou Konaté (Paix à son âme !) : « nous sommes tous appelés à mourir, ce qui ne meurt pas, c'est le pays : pensez alors au pays ».



Carrefour de brillantes civilisations multiséculaires, le Mali a connu un passé glorieux et envoutant qui, bon an, mal an, continue de faire la fierté de ses populations. Son meilleur devenir auquel chacun est attaché ne peut donc qu'être une affaire de tous.

La nation malienne traverse un tournant important et décisif de son existence. Tout au long des récentes Assises Nationales pour la Refondation, l'on s'est rendu compte que beaucoup de gens qui veulent incarner la représentativité du pays à divers niveaux de responsabilité et d'action sont toujours friands de débats ouverts, d'échanges fructueux, de saines confrontations d'idées et d'expériences pour tirer profit des beaux restes des prestiges et vestiges d'antan. Il faut donc savoir exploiter judicieusement de telles opportunités de-

vant toutes menaces endogènes ou exogènes d'instabilité, pour contrer les dénigrement de quelques brebis galeuses, les réserves des personnes à problèmes, les agissements des éternels insatisfaits comme il en existe un peu partout dans le monde.

Aussi, nous voudrions émettre quelques réflexions afin de contribuer à enrichir la poursuite des partages post ANR en direction du grand public notamment.

Pour ce faire, nous avons opté pour l'écrit qui résiste au temps et à l'espace comme en témoignent les manuscrits anciens de Tombouctou alors que les paroles même mielleuses se volatilisent dans la nature.

Tous ceux qui tiennent à saluer la grande réputation intellectuelle, culturelle dont le Mali jouit à grande échelle, s'interrogent sur les raisons apparentes ou réelles de la dégrada-

tion systématique des us et coutumes, des valeurs éthiques et morales qui imposent le respect et la fascination.

Quid de la malédiction des énormes richesses du sous-sol malien, de la perte de repères, du culte de l'argent, des dangers des replis identitaires dans un pays de brassages et de métissages maintenus et entretenus au fil des générations.

Et pourtant, notre pays est béni à tous égards, gratifié d'un précieux capital humain envié sous d'autres cieux et qui pourra lui permettre à coup sûr de surmonter les bouleversements et les soubresauts de toutes sortes l'assailent. Avant de comprendre, il faut croire !

Moult contrées ailleurs, en ses lieu et place, s'exposeraient à un effondrement certain tellement est éprouvant le poids des difficultés structurelles et conjoncturelles supporté par

les populations, tant sédentaires que nomades.

L'épanouissement de notre société dans son intégralité, est devenu une préoccupation majeure sur toute l'étendue du territoire.

C'est dire que la plupart de nos compatriotes sont conscients de la gravité de la situation actuelle et ont porté des espoirs sur la prolongation de la transition en vue de la maîtriser, nonobstant les délais très serrés pour y parvenir.

Ils ont donc suivi avec un vif intérêt le déroulement des dites assises, confortés par des signes annonciateurs de perspectives heureuses pour la reconstruction d'une nation paisible et réconciliée.

Des bâtisseurs inlassables comme les maliens, disposés et disponibles pour l'émergence de bonnes et justes causes nationales, voire supranationales, ont toutes les chances de mettre un terme, dans la pratique, aux divisions partisans, aux sautes d'humeur, aux réactions des démolisseurs fiéffés.

L'heure n'est donc plus à l'extériorisation de marques d'auto satisfaction ou de critiques répétitives de l'attentisme et du scepticisme, mais plutôt à la recherche collective des voies et moyens de salut national pour bâtir une citoyenneté malienne réellement porteuse de véritables ramifications démocratiques correspondant à nos réalités et spécificités à travers des actions concertées et productives.

Ainsi, dans le contexte qui prévaut, le devoir prime sur le droit aux fins de parachever, de commun accord, le sauvetage de notre grande et vieille nation.

Un pari à gagner consiste à traduire en actes concrets, en actes de progrès, les résolutions et recommandations ayant sanctionné les travaux des ANR.

Dans cette optique, le développement harmonieux et durable du Mali unanimement appelé, à cor et à cri, n'est autre chose que l'investissement d'aujourd'hui qui, à l'évidence, est rendu difficile et incertain du fait, entre autres écueils, de la montée des antivaleurs, de l'injustice, de l'impunité..

La concrétisation effective des belles déclarations d'intention, des rêves partagés est un processus long et de longue haleine mais, unis et conquérants, nos compatriotes pourront relever efficacement les défis y afférents.

Chacun peut, en principe, dans les limites de ses efforts et de ses possibilités, prendre part



à la grande et exaltante œuvre de redressement du pays, de refonte de ses structures de trop en attendant de meilleurs jours. Seule l'union sacrée des cœurs et des esprits, le langage de la vérité, de la réalité, doivent inspirer les plus profondes aspirations des populations.

Face à la tension et à la pression anormalement élevées qui prévalent, seules comptent la visibilité et l'ancrage d'un système dynamique en relation continue et dialectique avec les maux dont le pays souffre : crise sécuritaire, crise sanitaire, crise énergétique (le secteur de l'électricité est particulièrement capitalistique), crise de confiance etc.

Le creuset d'excellence que ne doit jamais cesser de refléter le Mali est un passage incontournable pour forger le destin national à la satisfaction de l'ensemble des citoyens, des partenaires au développement de notre pays, nombreux et variés dans le monde de nos jours.

Par ailleurs, pour la promotion de la bonne gouvernance, nous nous permettons encore une fois de rappeler la célèbre déclaration du Calife ABU BAKR, successeur du Prophète Mohamed (Paix et Salut sur Lui) qui peut inspirer tous ceux qui ont, sous leur conduite, le destin de groupements humains :

« J'ai reçu de (vous) l'autorité sur vous ; mais je ne suis pas le meilleur d'entre vous ; si j'agis bien, aidez-moi ; si j'agis mal, corrigez-moi ; obéissez-moi tant que j'obéirai à Dieu ; les plus forts d'entre vous seront faibles avec moi jusqu'à ce que je leur arrache les droits des autres ; les plus faibles d'entre vous seront forts avec moi jusqu'à ce que j'obtienne leurs droits ».

Ces propos montrent à suffisance combien les leaders doivent faire preuve de capacités d'allier souplesse et rigueur en vue de prendre des décisions idoines, d'agir pleinement dans l'intérêt général, face à l'acuité des attentes à combler, des exigences à satisfaire.

Enfin, prions tous pour qu'au sein du nouveau Mali en gestation, le citoyen convaincu, requinqué dans le jardin parfait de ses vraies valeurs sociétales, puisse apprécier le mérite, reconnaître ses limites, éviter de mépriser, d'humilier un semblable surtout fragilisé, rendu vulnérable par la force des choses.

Bonne et heureuse année nouvelle ! Que Dieu veille sur notre pays ! Amen !

Par Chirfi Moulaye HAIDARA,
Chercheur et Écrivain, Officier de l'Ordre National du Mali
Source : Le Républicain

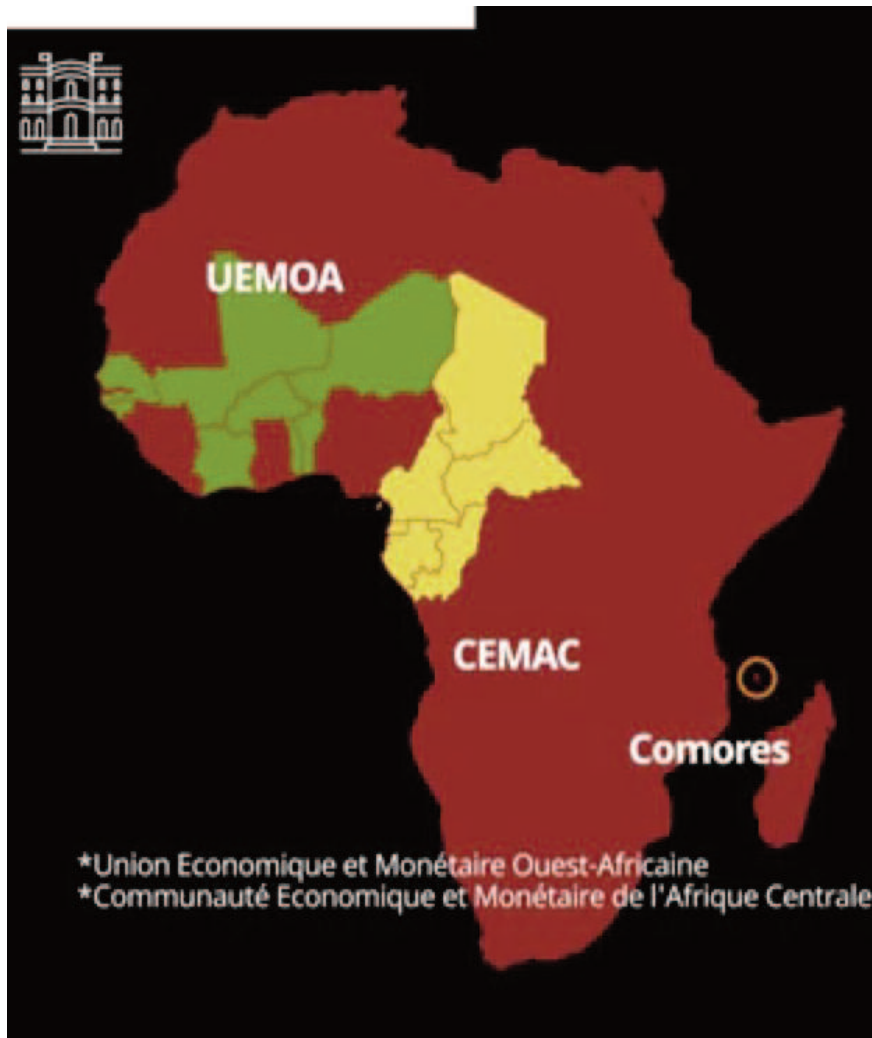
Mali : L'UEMOA viole son Traité fondateur et révèle au grand jour la face hideuse du FCFA

Ce qui s'est passé le 09 janvier 2022 est à tout point de vue répugnant et révoltant. Nous avons déjà dénoncé le stratagème du Gouvernement français tendant à utiliser l'UEMOA comme un cheval de Troie pour saboter l'ECO de la CEDEAO et donner une seconde vie au FCFA. Cette fois-ci la Françafrique et ses relais locaux ont franchi le Rubicon dans la vassalisation de la CEDEAO au profit exclusif des intérêts du Gouvernement français à travers notamment le poids que leur confère mécaniquement leur nombre.

Pour rappel l'UEMOA a pour objectif essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire. Elle n'a aucune vocation à s'impliquer dans le règlement des conflits ou de servir d'instrument pour contrôler la démocratie et les processus électoraux. En 2011, sa banque centrale a été abusivement utilisée par la France pour asphyxier l'économie ivoirienne et exercer une pression sur le Président Gbagbo en faveur de l'opposant ADO. C'était en toute illégalité !

Cette fois-ci les Chefs d'Etat de l'UEMOA parviennent, au moins dans la forme, à camoufler le grossier détournement de la mission de la mission de l'UEMOA en faisant porter par la CEDEAO la décision des sanctions financières et notamment le gel des avoirs du Mali dans les banques centrales et commerciales.

Du coup l'UEMOA et la BCEAO révèlent au grand jour comme pendant la crise ivoirienne, qu'elles ne sont que des instruments d'exploitation et de domination au service de la France. Bien sûr l'effondrement du Leadership au sein de la CEDEAO a pu favoriser l'application stricte et violente des consignes de Paris par les francophones pour sévèrement punir le Mali en raison de ses velléités de recouvrer sa pleine souveraineté.



Soyons sérieux ! Les élections au Mali ne sont pas aujourd'hui une préoccupation pour les populations du Mali et du Sahel. Leur priorité c'est la sécurité, l'accès aux services sociaux de base, etc. Pourtant les Sommets de la CEDEAO et de l'UEMOA ne s'y sont même pas intéressés. Au moment où les forces armées du Mali passent à l'offensive et regagnent confiance dans la lutte contre le terrorisme, il est difficile de comprendre ce que les Chefs d'Etat recherchent en imposant quasiment un blocus au Mali. Ces sanctions favoriseront sûrement les terroristes car eux n'utilisent pas les banques de l'UEMOA et ne se sentent pas concernés par le calendrier électoral. En s'investissant aussi résolument pour affaiblir le Mali, la CEDEAO fait preuve d'un manque de

vision et d'un total mépris aux valeurs africaines de solidarité et d'entraide pour les voisins et frères en détresse. Tenir un sommet sur le Mali sans mentionner l'échec de la France et de la MINUSMA au Mali et sans discuter de la paix et des graves problèmes de sécurité qui sévissent actuellement au Mali, au Burkina Faso et au Niger relève de l'irresponsabilité politique.

A qui profitent réellement les sanctions de la CEDEAO contre le Mali ? Les terroristes ou le Gouvernement français ?

Énergies D'Afrique
Nasse Manaye

Gestion de la crise malienne : CRAJ Faso Nyèta invite la Cédéao à revoir sa copie

Les membres de la convention des réformateurs pour l'alternance et la justice "CRAJ Faso-nyèta" ont animé le lundi 10 janvier 2022, une conférence de presse.



Le point de presse avait une triple signification : Un : respecter la Souveraineté du peuple malien à œuvrer et ouvrir la voie de sa libération par des choix responsables. Deux : Réviser les sanctions économiques prises lors du sommet d'Accra du 9 janvier 2022 à l'encontre du peuple malien qui ne vise ni plus ni moins qu'à nous asphyxier. Trois : Faire preuve de réalisme et de faire confiance aux Maliennes et aux Maliens de bonne volonté qui pour une fois, ont à la faveur de la Transition, l'occasion de pouvoir se faire entendre face à un système qui les a réduits au silence de diverses façons

A l'entame de ce point de presse, le président de la Convention des réformateurs pour l'alternance et la justice "CRAJ Faso Nyèta Mahamane Mariko, n'est pas allé avec le dos de la cuillère. Il a invité les chefs d'Etat de la Cédéao à revoir leur copie dans la gestion de la crise malienne. Le Mali fait face à une crise multidimensionnelle. Il a besoin du soutien de ses voisins. Aussi, il dira que de nos jours, on a besoin d'une CEDEAO des peuples et non d'une CEDEAO des Chefs d'Etats.

Attachés à la souveraineté du Mali, les res-

ponsables et militants du CRAJ Faso Nyèta ont vivement salué la tenue des Assises Nationales de la Refondation les 27, 28, 29 et 30 décembre 2021 à Bamako. Les résolutions desdites assises souveraines étaient fortement attendues par le peuple malien et le sommet des Chefs d'Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest du 9 janvier 2022, prévu à Accra (République du Ghana). « Notre parti a accordé un intérêt particulier à la tenue de ce sommet des Chefs d'Etat qui pour nous, accorderait une oreille attentive au moins cette fois à la voix d'un peuple meurtri. Le peuple malien, en attente des mots et des pistes d'espoir pour une sortie de crise durable s'est vu profondément choqué par des résolutions à contre sens de l'histoire du rêve de la CEDEAO des peuples », a-t-il pointé du doigt.

Par ailleurs, Mahamane Mariko précisera que le CRAJ Faso Nyèta demande à la communauté internationale en général et la CEDEAO en particulier de respecter la Souveraineté du peuple malien à œuvrer et ouvrir la voie de sa libération par des choix responsables ; de réviser les sanctions économiques prises lors du

sommet d'Accra du 9 janvier 2022 à l'encontre du peuple malien qui ne vise ni plus ni moins qu'à nous asphyxier; de faire preuve de réalisme et de faire confiance aux Maliennes et aux Maliens de bonne volonté qui pour une fois, ont à la faveur de la Transition, l'occasion de pouvoir se faire entendre face à un système qui les a réduits au silence de diverses façons ; d'accepter avec réalisme l'impossibilité à organiser les élections le 27 février 2022; d'accompagner le Mali pour faire installer les nouvelles autorités du pays après les grandes réformes majeures en septembre 2022 ; d'accompagner le Mali dans la lutte contre le terrorisme et les délinquants financiers dont l'une des conséquences est ce délitement de notre Etat.

Au finish, le CRAJ Faso Nyèta demande à l'ensemble du peuple malien de rester mobilisé et de soutenir les Autorités maliennes dans la ferme volonté à briser les chaînes du système politique de prédation qui exploite ce pays depuis plus de 20 ans.

■ Ibrahim SANOGO

Sanctions de la CEDEAO :

Les Mouvements de l'Inclusivité dénoncent

Dans un communiqué rendu public, le Mouvements de l'Inclusivité, partie prenante dans l'accord pour la paix et la réconciliation, dénoncent les sanctions de la CEDEAO et apportent tout leur soutien aux autorités de la Transition. Nous vous proposons ici le contenu dudit communiqué.

« Les Mouvements de l'INCLUSIVITE ont appris avec stupéfaction mais sans surprises les sanctions prises contre le Mali, lors des sommets extraordinaires de la CEDEAO et de l'UEMOA, tenus à Accra le Dimanche 9 janvier 2022. Les Mouvements de l'INCLUSIVITE condamnent avec la dernière énergie les sanctions injustes et injustifiées qui n'ont d'autres buts que de fragiliser davantage le peuple malien, déjà victime d'une crise multidimensionnelle depuis 2012 à laquelle ni la CEDEAO ni ses soutiens et conseillers extra régionaux n'ont pu apporter des solutions depuis 12 ans et laissant le Mali passé de pire en mal.

Fort heureusement, depuis un an, grâce aux efforts des autorités de la Transition, le Mali se remet progressivement en place et la peur est en train de changer de camp ce qui dé-

range la CEDEAO désormais et depuis toujours Ambassadrice de puissance extra régionale et non Africaine. Les Mouvements de l'INCLUSIVITE apportent leur soutien indéfectible aux autorités de la transition, singulièrement au président de la transition, Chef de l'État, son excellence, Colonel Assimi Goïta.

Les mouvements de l'INCLUSIVITE invitent le peuple malien à une solidarité autour de la patrie afin de surmonter rapidement les difficultés du moment. Les Mouvements de l'INCLUSIVITE saluent l'esprit patriotique exprimé par le peuple malien et le Gouvernement de la Transition contre ces sanctions illégales et illégitimes infligées par la CEDEAO et l'UEMOA contre le Mali. Les Mouvements de l'INCLUSIVITE appellent vigoureusement le Gouvernement de la Transition à appliquer sans réserve le principe de RÉCIPROCITÉ et avec effets immédiats à tous les États, organisations et Institutions qui soutiendront les sanctions de la CEDEAO. Les Mouvements de l'INCLUSIVITE appellent les amis, les vrais amis du Mali pour leur solidarité agissante et immédiate. Les Mouvements de l'INCLUSIVITE

appellent tous les maliens et maliennes pour le Mali car nous venons de franchir un pas important vers notre liberté, notre dignité, notre souveraineté et la dignité africaine.

Les Mouvements de l'INCLUSIVITE lancent un appel vibrant à tous ces peuples Africains à soutenir le peuple malien et la Transition Malienne contre ses décisions inhumaines prises par des organisations dites africaines (CEDEAO, UEMOA) au service de la France. Les Mouvements de l'INCLUSIVITE appellent tous les Mouvements

Signataires de l'accord d'Alger pour une union sacrée autour de l'essentiel derrière nos autorités de la Transition pour bâtir le Mali de nos rêves. Le Mali appartient aux Maliens. Enfin, le Mouvements de l'INCLUSIVITE prie le bon Dieu de bénir le Mali et son vaillant peuple en cette période difficile ».

Le communiqué est signé par le Président des Mouvements de l'INCLUSIVITE, l'Honorable Chérif Mohamed Ousmane Ag Mohamedoun Haidara, Chevalier de l'Ordre National du Mali. Comme quoi, les chefs d'Etat de la CEDEAO savent désormais, depuis dimanche, que les Maliens sont unis derrière leurs dirigeants, des dirigeants qu'on voudrait faire passer pour des aventuriers en rupture de ban avec le vaillant peuple du Mali. Echec et mat donc pour la CEDEAO !

■ Yama DIALLO



Mouvement Patriotique pour L'Émergence (MPE) : 'Nul n'en imposera au Mali pendant que nous sommes présents'

Le mouvement patriotique pour l'émergence a organisé un point de presse le vendredi, 07 janvier 2022 à la maison du jumelage de Bamako. Le thème est « Les jalons du Mali Koura à travers une transition soutenue et réussie ». L'objectif est de soutenir la transition malienne pour faire sortir le Mali de l'ornière.

A l'entame du point de presse, Issa Dembélé, président du mouvement patriotique pour l'émergence (MPE), a rappelé le contexte de la création de ce mouvement. A l'en croire, il a vu le jour, le 23 octobre 2021 à la maison des aînés. Optimiste sur le devenir du pays, il dira que le Mali n'appartient qu'aux maliens, seul les dignes filles et fils de ce pays pourrons sauver le Mali. Pour lui, le bateau malien a tangué mais ne chavirera jamais. Il soutient ses argumentations en précisant qu'en ce moment critique de l'histoire de notre pays seul le Mali compte. « **Il n'est pas à présent contestable que les plus hautes autorités, assaillies par mille urgences, s'évertuent à travailler à redonner au Mali toute la souveraineté qu'il a perdue en raison des errements d'une gouvernance calamiteuse contre laquelle le peuple dans son écrasante majorité s'est ligué résolument pour sonner le glas**

le 18 aout 2020. La résistance de certains avatars a conduit à la rectification historique du 24 mai 2021. Depuis, une lutte sans merci est en cours contre la corruption et toutes les délinquances financières qui étaient hier tout près la trame de la conduite des gouvernants qui ont attiré sur notre patrie tant de malédictions que nous mettrons du temps à vaincre », a-t-il indiqué

En outre, il soulignera qu'aujourd'hui, ceux qui devraient faire leur mea culpa pour tous leurs crimes commis contre la nation et la patrie, sont de plus en plus ouvertement les pourfendeurs de la transition, avec la volonté claire d'annihiler les efforts salutaires en cours. En plus d'être les porte-voix de l'ennemi extérieur qui n'aspire qu'à une mainmise totale sur les ressources de notre pays en piétinant notre souveraineté et notre statut de citoyens libres, dignes et fiers, ils sont sans ambiguïté les bras

armés d'une conspiration internationale. Indéniablement, ils sont parmi nous les mercenaires conditionnés par les coalisés résolument lâchés contre notre patrie. Une nouvelle race d'apatrides donc qui, s'ils venaient à réussir leur complot, redonneraient le Mali pieds et mains liés aux vautours d'ailleurs plus qu'il ne l'a été pendant 75 ans de colonisation », a-t-il fait savoir

Issa Dembélé, président du MPE s'interroge. « **Faut-il leur abandonner l'arène en les regardant en spectateurs impuissants ? Assurément, non ! Notre hymne national nous enjoint, chaque fois que l'ennemi découvre son front, au-dedans ou au dehors, de nous dresser debout sur les remparts. C'est le moment, si la transition échoue à cause de notre faiblesse face aux envahisseurs et face à leurs chevaux de Troie, l'histoire nous condamnera à jamais, les générations futures nous maudiront éternellement. A nous d'éviter ce triste destin en empêchant tous les vendeurs de la souveraineté nationale de parvenir à leur fin** », a-t-il laissé entendre. Selon Adja Touré, représentante des femmes du MPE, elles feront leur possible pour sauver le Mali, qui a tant souffert à cause de certaines gestions calamiteuses d'un des fils du pays. « **Nous femmes du mouvement patriotique pour l'émergence (MPE), ne comptons pas rester en marge, surtout en ces moments difficile du pays, de jouer notre partition pour soutenir les autorités de la transition** », a-t-elle dit.

■ Ibrahim SANOGO





Prolongation de la transition de 5 ans : Yéréwolo Debout sur les remparts dit oui.

« Oui à la prolongation de 5 ans » a affirmé, mercredi 5 janvier, le mouvement YÉRÉ-WOLO « Debout sur les REMPARTS », lors d'une caravane de soutien aux actions de la Transition et aux recommandations des Assises nationales de la Refondation. C'est le message clair et net à la CEDEAO ainsi qu'à la communauté internationale, précisent les caravaniers.

Le mouvement s'est engagé pour la défense de la prolongation de la transition malienne à 5 ans supplémentaires. A cet égard, il invite ainsi la Communauté des Économiques des États d'Afrique de l'Ouest et ses partenaires à respecter la décision et les aspirations du peuple malien. On pouvait lire sur les pancartes : « Vive l'armée malienne », « Vive le patriote Général Assimi Goïta », « Assimi le libérateur », « Vive la coopération Mali – Russie », « A bas la France », « Non au diktat de la CEDEAO », « Vive la refondation avec Assimi », les caravaniers ont sillonné toute la ville de Bamako pour sensibiliser leurs compatriotes à soutenir la transition pour 5 ans. De la bourse du Travail via le Boulevard de l'Indépendance, le grand marché de Bamako, les caravaniers du mouvement YEREWOLO « Debout sur les REMPARTS » ont

exprimé leur soutien aux actions de la Transition et les recommandations des Assises Nationales de la Refondation.

Ainsi, ils ont invité la CEDEAO et ses partenaires de respecter la décision des « Maliens » qui est de prolonger la Transition à 5 ans supplémentaire. A en croire Oumar Tembely membre du mouvement YEROWOLO "Débout sur les REMPARTS", « le Mali n'appartient ni à la CEDEAO ni à la Communauté internationale encore moins la France, il n'appartient qu'aux Maliens », « Personne n'impose aux Maliens ce qu'ils ne veulent pas », a-t-il pilonné, avant de demander aux maliens de se donner la main pour qu'il y ait un Mali Kura (un Mali nouveau) S'adressant aux opposants de la transition, Oumar Tembely a fait savoir que le Mouvement a des adversaires mais pas d'ennemis, avant d'ajouter que chaque malien est frère et sœur.

Cependant, si les consciences ne s'éveillent pas ensemble, affirme-il, c'est parce que les adversaires n'ont pas encore compris le système. « Mais lorsqu'ils comprendront que la notion de la patrie est plus forte que tout, ils vont nous rejoindre pour cette lutte » a-t-il retenu avant dire que le temps n'est pas à la querelle.

Outre la CEDEAO et la Communauté internationale, notamment à France, Oumar Tembely a souligné que cette caravane est aussi un moyen d'inviter tous les Maliens à se donner les mains.

Pour la circonstance, le médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la crise politique malienne, Goodluck Ebele Jonathan a effectué le mercredi 5 janvier 2022, une visite s'inscrivant en réponse au projet de chronogramme de prolongement de la transition malienne à 5 ans supplémentaire.

Rappelons que, le ministre malien des Affaires Étrangères, Abdoulaye Diop a présenté le 31 décembre dernier, au président en exercice de la CEDEAO, le Ghanéen Nana Akufo Addo les conclusions des ANR. En outre, le déplacement à Bamako de Goodluck Jonathan est également une étape importante pour les autorités de la Transition.

■ Ibrahim SANOGO

Évacuation du dépôt de transit de Lafiabougou : Le Maire Ibrahima Dioné satisfait

Le 2^e adjoint au maire du District de Bamako, Ibrahima Dioné s'est rendu le lundi 3 janvier 2022 sur le site du dépôt de transit de Lafiabougou afin de constater de visu l'état d'évacuation des ordures. Sur les lieux, M. Dioné a exprimé sa satisfaction par rapport au déroulé de l'opération. Il a salué le prestataire pour le travail abattu mais aussi pour avoir préfinancé l'opération.



Le dépôt de transit de Lafiabougou débordait avec son lot de nuisances. La Mairie du District a donc décidé d'évacuer les ordures vers la décharge finale. Selon le maire, cette responsabilité incombait à Ozone. « Cette entreprise était chargée d'évacuer les ordures de ce dépôt. Mais avec son retrait, la décharge a débordé et s'est vue complètement remplie. Nous, en tant que District, on ne pouvait pas croiser les bras. Nous sommes obligés de procéder à l'évacuation peu importe que cela nous coûte », explique-

t-il. En effet, la Mairie du District avait engagé un prestataire qui s'est chargé d'évacuer les ordures. Ce prestataire devrait acheminer les ordures vers un dépôt final. Malheureusement l'un des grands problèmes du District est le manque d'un site de dépôt final. La Mairie, explique M. Dioné, était obligée d'être en accord avec des paysans installés autour de la capitale afin de pouvoir déverser les ordures dans leur champs. « Il nous faut trouver un endroit pour aller verser les ordures », lance-t-il. Il a qualifié le préfinancement du

prestataire d'acte de citoyenneté et « nous le remercions pour sa citoyenneté », ajoute-t-il. Cependant, pour aider la Mairie du District à faire face à l'assainissement, les populations doivent payer les taxes ainsi que les taxes de voirie. A cet effet, le maire invite chacun à s'acquitter de son devoir citoyen.

Ibrahima Ndiaye
Source : Mali Tribune

À Genève : Des pourparlers russo-américains sur l'Ukraine, mais sans les principaux concernés

Responsables russes et américains vont tenter, à partir de ce lundi 10 janvier, de désamorcer la crise majeure qui s'est nouée alors que la Russie a massé plusieurs dizaines de milliers de soldats à la frontière ukrainienne. Les Ukrainiens, en première ligne, sont les grands absents de ces négociations au sommet alors qu'en cas d'échec des pourparlers ils pourraient en subir les premières conséquences.

Tous les yeux vont se porter sur Genève, où commencent ce lundi 10 janvier des pourparlers sous haute tension entre responsables russes et américains. Les deux pays vont tenter de désamorcer la crise majeure qui s'est nouée entre le Kremlin et les Occidentaux, alors que la Russie a massé plusieurs dizaines de milliers de soldats à la frontière ukrainienne et que Moscou demande aux États-Unis de renégocier l'architecture de sécurité en Europe orientale, en gelant par traité toute extension future de l'Otan, ce qui reviendrait à créer de nouvelles sphères d'influences en Europe.

Les Ukrainiens et l'Union européenne hors jeu. En première ligne de cette crise, il y a donc l'Ukraine, de nouveau menacée par l'armée russe, après sept ans de guerre dans le Donbass. Mais la Russie a pris l'initiative d'écarter des discussions aussi bien les Ukrainiens que l'Union européenne.

Pourquoi ? Parce que l'enjeu est double : il s'agit de remettre à plat les équilibres sécuritaires en Europe de l'Est, et pour Moscou, il n'y a qu'un seul interlocuteur envisageable, les États-Unis d'Amérique. Par ailleurs, depuis le début de la guerre dans le Donbass en 2014, le processus de Minsk est au point mort, et le Kremlin considère que les Européens et les Ukrainiens ne sont plus des interlocuteurs crédibles.

Or, Vladimir Poutine a placé la barre très haut : il s'agit de geler toute aspiration euro-atlantique de l'Ukraine, mais aussi de neutraliser l'Otan aux abords de la Russie. Ce qui est une affaire qui se joue entre grandes puissances.

Silence radio du président Volodymyr Zelensky

À Kiev, qu'attend-on de ces rencontres à Genève ? C'est très difficile de le savoir. Depuis dix jours, du côté de l'exécutif ukrainien, c'est silence radio. Certes, le ministre des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, martèle la doctrine ukrainienne, qui tient en une phrase : « Pas d'accord sur l'Ukraine, sans l'Ukraine. »

Mais ce qui est très troublant, c'est le silence total de Volodymyr Zelensky. Lors de ses vœux de Nouvel an, le président n'a pas évoqué une seule fois les tensions en cours. Résultat, les

Ukrainiens sont dans le flou complet.

Le risque d'une guerre majeure est-il réel ? Quelle est la stratégie de l'État pour y faire face ? Doit-on d'ores et déjà se mobiliser ? Au lendemain des fêtes de Noël, on perçoit beaucoup d'incompréhension et de fatalisme. À vrai dire, même avec une marge de manœuvre réduite, le gouvernement Zelensky n'est pas à la hauteur des enjeux, et en cas d'échec des négociations, les Ukrainiens risquent d'être livrés à eux-mêmes et aux intentions du Kremlin.

Les discussions suivies de près par les pays baltes et en Pologne

Aucun signe de désescalade de la situation de la part de la Russie, a déclaré le vice-ministre lituanien des Affaires étrangères après une réunion de l'Otan, rapporte notre correspondante à Vilnius, Marielle Vitureau. Sachant que la Russie n'a jamais accepté la sortie de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie de son orbite il y a 30 ans, les trois pays craignent toujours pour leur sécurité, tant à leur frontière avec la Russie, qu'avec la Biélorussie. Les deux pays sont totalement intégrés d'un point de vue militaire. L'engagement des Baltes pour la démocratie pour des pays que Moscou veut conserver dans sa sphère d'influence les rend aussi vulnérables.

Il n'y a donc qu'une réponse à apporter : ren-



forcer la dissuasion et les moyens de défense collective. Pour aller plus loin, les trois ministres de la Défense se sont mis d'accord pour procéder à l'acquisition commune d'un système de missiles de défense. Le soutien à l'Ukraine est aussi essentiel, notamment dans le cadre du partenariat oriental de l'Union européenne. Mais les dirigeants lituaniens qui ont fait de récents déplacements à Kiev sont même décidés à lui fournir des armes létales pour sa défense.

Varsovie veut des pourparlers plus inclusifs

En Pologne aussi, très méfiante vis-à-vis de la Russie, les pourparlers de Genève seront scrutés de près. Varsovie l'a répété à plusieurs reprises : il faut répondre de manière coordonnée à Moscou. Vendredi, le ministre des Affaires étrangères polonais appelait à maintenir l'unité de l'Otan et à réagir face aux actions russes, explique notre correspondante à Varsovie, Sarah Bakaloglou. Zbigniew Rau a également tenu à souligner que le lieu approprié pour des discussions sur la sécurité en Europe était l'OSCE, dont « tous les membres sont des pays touchés par la situation actuelle », dont l'Ukraine. L'OSCE est présidée par la Pologne depuis le 1er janvier.

Un signe sans doute de la volonté de Varsovie que ces discussions se déroulent de manière inclusive et dans un cadre multilatéral. La situation en Ukraine est surveillée de près par Varsovie qui perçoit la Russie comme une menace : la Pologne pousse notamment pour que le projet de gazoduc Nord Stream 2, qui doit relier la Russie à l'Allemagne, soit abandonné, mettant en garde contre une trop grande dépendance face à Moscou et soulignant les risques pour la sécurité de l'Ukraine et de déstabilisation du flanc oriental de l'Otan. En tout cas, vendredi, le chargé d'affaire américain à Varsovie s'est montré rassurant : les États-Unis n'envisagent pas de retirer les soldats américains des pays d'Europe de l'Est, a-t-il assuré, réaffirmant les liens du pays avec ses alliés de l'Otan.

Source : RFI

Diplomatie : Les relations germano-marocaines se réchauffent

Afin de « sceller un nouveau partenariat entre les deux pays » le roi du Maroc Mohammed VI a reçu une invitation pour Berlin du président allemand Frank-Walter Steinmeier. Annonce faite par le palais royal à Rabat. L'Allemagne et le Maroc cherchent à apaiser leurs relations diplomatiques après une année de crises qui a connu le gel des relations bilatérales et le retrait de l'ambassadrice marocaine à Berlin.



Après plusieurs mois de crise entre Rabat et Berlin, sont arrivés les signaux d'apaisement envoyés en fin d'année de la part du Maroc qui envisageait « de relancer la coopération bilatérale » avec Berlin, suite aux déclarations « positives et constructives » du nouveau gouvernement allemand, le roi Mohammed VI a reçu une lettre d'invitation pour une visite d'État en Allemagne.

Dans sa lettre, selon les autorités marocaines, le chef d'État allemand revient sur le point de discorde : il juge que le projet de Rabat pour l'autonomie du Sahara occidental est « une

bonne base » qui exprime « les efforts sérieux » et « crédibles » du royaume pour une solution à ce conflit.

Berlin avait fortement critiqué la reconnaissance des États-Unis de la souveraineté du Royaume chérifien sur le Sahara occidental. Autre point de friction, Rabat n'a pas supporté d'avoir été exclu de la conférence de Berlin sur la Libye début 2020.

Mais désormais, Berlin salut les efforts fournis par Rabat pour une solution pacifique en Libye et pour la paix et la stabilité dans la région.

Source : RFI



CAN 2022 : La première victoire des Lions camerounais enchante les supporters

Le Cameroun a dominé le Burkina Faso (2-1), dimanche 9 janvier, lors du match d'ouverture de la Coupe d'Afrique des nations 2022. Au stade d'Olembé, les trois points pris par les hommes de Toni Conceição font le bonheur des fans. Leur enthousiasme ne fait que grandir.

Un quart d'heure. C'est le temps qu'à duré le mauvais moment du Cameroun, dimanche, au milieu d'une journée réussie. Les Étalons du Burkina Faso ont ouvert le score, contre le cours du jeu, à la 24e minute. Et puis, Vincent Aboubakar a remis les Lions indomptables sur les bons rails, avant d'inscrire le but de la victoire, à chaque fois sur penalty (40e, 45e +3).

Les Lions indomptables n'ont pas été extraordinaires – eux-mêmes l'ont concédé face à la presse – mais ils ont réussi leurs débuts avec cette victoire. Et sans surprise, il était difficile de trouver un Camerounais mécontent, au stade d'Olembé, après le coup de sifflet final.

« C'est bon pour les Lions indomptables et pour le business »

Avant le match, il y a eu la cérémonie d'ouverture spectaculaire, avec un lion en 3D à l'écran, des tableaux de danse sur le terrain, des fumigènes, et un invité très populaire : le chanteur Fally Ipupa, adulé dans tout le continent. « J'ai eu la chair de poule. C'était vraiment... Ouf ! Ça m'a fait quelque chose », confie Audrey.

Employée d'une buvette du stade d'Olembé, Audrey n'est pas très branchée foot. « Mais travailler pendant la CAN, c'est quand même bien », nuance-t-elle. D'autant plus que les trois points glanés face au Burkina Faso ont donné du baume au cœur à tout le monde. Ça s'est ressenti côté tiroir-caisse : « La victoire, c'est bon pour les Lions indomptables, et aussi pour le business », rigole Audrey.

« Cette victoire, c'est un peu grâce à nous aussi »

Serge, lui, est venu d'Édéa pour apprécier le spectacle et découvrir ce stade d'Olembé dont il a apprécié « la beauté ». Ngouh Ouzerou, un autre fan venu avec des amis, renchérit : « On est vraiment joyeux d'être entrés dans ce stade. On a tellement parlé à son sujet qu'on n'y croyait pas. » Crise sanitaire oblige, l'écrin ne pouvait être rempli à guichets fermés. Mais même avec environ 50 000 personnes, l'ambiance a été au rendez-vous.

La ferveur est d'ailleurs, d'après Serge, un facteur qui a eu son importance quand il a fallu se remobiliser après le but des Étalons : « Les joueurs ont fait preuve d'un peu de suffisance, mais le public les a poussés, poussés, poussés. Cette victoire, c'est un peu grâce à nous ».

aussi. » Hawa, supportrice fidèle à la tunique des Lions indomptables sur ses épaules, résume : « Quand le lion est griffé, il se réveille. Et il rugit ! »

Aboubakar superstar

L'homme du match, Vincent Aboubakar, jouit d'une cote de popularité au plus haut avec ses deux buts. Le capitaine recueille toutes louanges. « C'est notre bijou », clame Christian, conquis par l'attaquant. Ngouh Ouzerou est dithyrambique : « Ce garçon, on ne sait plus comment le surnommer. C'est le monstre de cette équipe ! Il y a eu le temps de Samuel Eto'o, c'est maintenant celui de Vincent Aboubakar. »

Le chemin est encore long jusqu'à la finale du 6 février dans ce même stade d'Olembé. Et on l'a vu, il est très difficile de remporter la CAN quand on la dispute à domicile. Mais après ce 2-1 contre le Burkina Faso, la confiance est à son comble. Même Rigobert, un dernier supporter croisé à Olembé, affiche toute sa foi après avoir tenté la mesure : « Ça a bien commencé, il faut que ça finisse aussi bien. Que le meilleur gagne... mais je suis certain qu'on va gagner ! »

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Il manque une organisation. Le manque d'activité de vos collègues et la surcharge d'autres, sème la pagaille ! Vous êtes irrité par cette injustice. Des conflits ouverts peuvent éclater ! Évitez de prendre parti ! Ce serait la pagaille jusqu'au soir !

Il y a peu d'inquiétude, mais les dépenses continuent. Vous devriez faire attention. Les articles chers vous attirent. Revoyez les priorités sur un achat. Faire plaisir à l'un de vos proches pourrait vous emballer. Mais c'est ainsi que vous êtes à découvert !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Sous l'influence de Jupiter, il ne sera pas évident de concilier vos talents avec la jalousie d'autrui et l'autorité de votre hiérarchie. Bien que vous soyez dans le vrai, il ne sera pas certain que vous puissiez agir à votre gré. Vous devrez composer.

Vous aurez des frais supplémentaires que vous n'aurez pas prévus dans votre budget quotidien. Mais avec Mars dans votre secteur financier, vous aurez les bons réflexes pour trouver des solutions rapidement à des coûts défiants toute concurrence.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Pas de quoi en faire un drame, mais aujourd'hui, rien ne va, vous êtes un peu sur les rotules, du coup ça se ressent dans votre travail. Il suffit qu'une personne vous fasse une petite remarque et vous vous énervez immédiatement après elle.

Financièrement, vous gérez assez bien votre argent, vous êtes prudent, même si vous espérez secrètement pouvoir dépenser à votre guise pendant la période des soldes. Du coup, vous anticipez en essayant de faire des petites économies en plus.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Tout ne se déroule pas comme prévu pour cette journée de travail. Vos relations avec vos collègues sont empreintes de tensions, difficilement contrôlables. Vous vous emportez facilement et contredisez systématiquement tout le monde. Allez, reprenez-vous !

Prudence est le maître mot du jour ! Vous risquez d'avoir des contrariétés, car vous avez tendance à faire des dépenses abusives. Peut-être avez-vous fait des excès ces derniers temps ? Quoi qu'il en soit, cela vous rend irritable et tendu.



Lion (22 juillet - 23 août)

Les activités ne sont pas agréables. Elles vous mettent sous pression. Vos supérieurs hiérarchiques peuvent demander de réussir une activité en un temps express ! La pression est forte dans votre service. Faites des pauses pour tenir jusqu'au soir.

Un coup de coeur sur des vêtements est possible. Vous craquez sur des articles chers. Votre goût du luxe vous fait craquer. Attention à des regrets sur des achats. Il y a des difficultés à faire des économies. Malgré cela, peu d'inquiétude est à avoir.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Jupiter ne sera pas copain avec vous et compliquera vos conditions de travail. Des effectifs en baisse, un manque de moyens pour une charge de boulot plus lourde, tel se profilera votre journée. Votre motivation, par conséquent, sera en chute libre.

Avec Pluton et Saturne en Capricorne, vous ferez bon usage de votre argent et contrôlerez mieux vos dépenses. Plus soucieux de rester dans les limites de votre budget, vous saurez trouver le mode de gestion adapté et vos comptes s'en porteront bien.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Il faudrait éviter les confrontations, si possible, au risque d'en rendre pour votre garde, surtout si cela concerne vos collègues de bureau. Pensez à toute l'énergie que vous mettriez à rentrer dans des conflits, alors que ce n'est pas nécessaire.

La méthode la plus efficace pour éviter les déconvenues, c'est de prendre en considération votre santé financière actuelle avant d'envisager de faire un nouveau crédit à la consommation. C'est la décision la plus sage que vous pouvez prendre.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention, de la vigilance est nécessaire dans le domaine professionnel. Le carré Mercure/Uranus vous rend contestataire, et vous risquez d'être incohérent au travail. Vous avez tendance à rejeter en bloc tout ce qui, à vos yeux, semble bien-pensant !

Toujours un mauvais aspect qui touche vos finances, apportant avec lui des dépenses inconsidérées ! Faites attention, restez raisonnable dans vos frais, car c'est dans vos plaisirs que cela pourrait se produire, comme les jeux de hasard par exemple.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les activités sont diversifiées. Vous êtes déterminé pour changer de poste. Neptune en Poissons vous donne envie de vivre une formation. Une hésitation concerne des postes. Écoutez votre intuition et foncez. Ne restez pas longtemps sur des doutes !

Un peu de prudence. C'est la consigne que vous vous donnez ! Mais une fois devant les boutiques, tout change ! Les tentations prennent le dessus ! Gourmand, vous pouvez craquer pour de la nourriture haut de gamme ou un bon restaurant. Profitez de la vie !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Au boulot, vous aurez besoin de toute votre énergie, car si l'on en croit le ciel, vous aurez plusieurs tâches à mener de front. Vous ne serez pas d'une grande amabilité avec vos collègues, qui n'auront de toute évidence, pas la même réactivité que vous.

Pluton vous soufflera d'effectuer des modifications dans votre manière d'utiliser votre argent et vous pourrez alors vous enrichir. Son influence vous aidera à négocier une affaire ou prendre des dispositions pour vos intérêts personnels ou familiaux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Il y a des jours sans et des jours avec, cher Verseau. Aujourd'hui, pour vous c'est mitigé. Sans grande conviction, vous vous attellez à vos tâches de travail, vous n'avez pas l'impression de produire énormément, vous avez du mal à vous concentrer.

Ne faites pas cette tête cher natif, si vos finances ne sont pas mirobolantes, c'est que vous avez sûrement un peu abusé. Vous n'avez plus qu'à vous faire une raison. Pour renflouer vos comptes, vous n'avez pas le choix, que celui d'être raisonnable.



Poisson (19 février - 21 mars)

Prudence dans votre travail aujourd'hui, le carré Vénus/Mars ne présage rien de bon, de par leur emplacement respectif. Votre confiance en vous est contrariée, votre affectif mis à mal, ce qui rend votre attitude agressive et vous donne envie de fuir.

Des excès financiers peuvent venir vous surprendre, avec une envie considérable de dilapider votre argent ! Soyez vigilant à ce propos et essayez de vous modérer. Outre votre générosité, les transits vous poussent à la dépense. Faites attention.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23